C★E★R★M★T★R★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

JEUDI 13 OCTOBRE 1932

4e ANNÉE - N° 128

LA VÉRITÉ

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (opposition)

Paraît le Jeudi

PRIX DU NUMÉRO : 0.50

ABONNEMENTS :

Un an..... 20 francs
Six mois..... 10 francs

Chèque Postal :
FRANK, 136.855 - PARIS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

A BAS LES TRIBUNAUX MILITAIRES !

Dans les prisons du Cherche-Midi

Raymond Guyot condamné!

R. Guyot, secrétaire de la Jeunesse Communiste, vient de passer devant le tribunal militaire comme « insoumis », pour avoir refusé de se livrer aux geôliers bourgeois. Son attitude devant ses « juges » fut celle d'un jeune communiste courageux et peut être donnée en exemple aux jeunes ouvriers révolutionnaires : « Le tribunal va me condamner. Je ne baisserai pas la tête. Je vous dénie le droit de me juger. Je n'ai de comptes à rendre qu'à ma classe et à mes organisations révolutionnaires ». Et comme le président lui demande : « Vous seriez prêt si vous étiez libre à partir faire vos périodes », il fait la réponse des bolcheviks : « Oui, pour désagréger l'armée bourgeoise et apprendre à manier les armes pour liberer mes frères de classe ».

La belle attitude de Guyot met en relief la crapulerie de l'article paru dans le *Popu* qui, loin de défendre Guyot, le charge : « Est-il surprenant que ce discours ait surpris ? L'alibi fourni pour le moins ambigu ne pouvait séduire des officiers. Il s'agissait donc d'un réfractaire par coïncidence et non d'un objecteur de conscience. L'affaire du coup perdait le plus clair de son intérêt ». « C'est ailleurs que se livre l'utile combat », concluait le « socialiste ». Nous, jeunes communistes oppositionnels nous sommes entièrement solidaires de Guyot et de tous les jeunes communistes aussi bien majoritaires qu'oppositionnels (frappés eux aussi dans de nombreux pays par la répression).

Malheureusement, nous étions bien peu nombreux au Cherche-Midi pour appuyer Guyot. Devant le tribunal nous n'étions pas cent, en tout, malgré toute la campagne de l'*Avant-Garde* et de l'*Huma*. Il y avait là une nuée de bourres et de nombreux flics, en prévision d'une manifestation. Malheureusement il n'y eut rien. Les flics purent permettre à quelques copains seulement d'entrer et disperser les autres.

Il n'y aura pas de lutte efficace contre la répression sans une Jeunesse puissante, vivante et combattive, sans un effort persévérant, inlassable pour réaliser un front unique réel avec les jeunes ouvriers socialistes contre la répression bourgeoise.

Jeunes travailleurs :
Tous présents le jeudi 13 octobre pour acclamer le retour de Carré du bagne de Méchéria.

H. Guilbeaux attend d'être jugé

Depuis quelques semaines, Guilbeaux se trouve dans les prisons de la France « démocratique ». C'est lui-même, qui, fatigué, sans ressources, ayant la « nostalgie de la France » a abandonné l'Allemagne pour se constituer prisonnier de la Troisième République. Et la Troisième République, administrée aujourd'hui par le « gauche » et « pacifiste » Herriot, s'est empressée à l'écrouer au Cherche-Midi, en attendant de revoir « sa note ».

Car Guilbeaux a une note à payer à la bourgeoisie et au militarisme français. Et cette note s'appelle condamnation à la peine de mort prononcée, pendant la guerre mondiale, par le Conseil de guerre.

Le crime dont Guilbeaux s'est rendu coupable est justement le crime opposé de celui qu'a commis à la même époque Marcel Cachin, directeur de cette *Humanité* qui, informant de la constitution de Guilbeaux et de son passage à la prison, n'a su que trouver ce titre de regret : « La peine sera douce »... En fait, *tandis que Marcel Cachin, mandaté par le Gouvernement impérialiste français, visitait et achetait des journalistes étrangers, dont Mussolini, pour la propagande d'intervention dans la guerre au côté de la « belle et libre France »*, Guilbeaux fondait en Suisse, avec la collaboration de Romain Rolland, la Revue « Demain », pour mener la lutte contre la guerre impérialiste.

La Revue de Guilbeaux qui, dans ses premiers numeros, n'était que « pacifiste » devint plus tard une revue dans laquelle le courant révolutionnaire prolétarien prit le dessus. A cette revue collaborèrent Lénine, Radek, Kollontaï et d'autres révolutionnaires russes. Lenine exerça une grande influence sur Guilbeaux qui ne tarda pas à se déclarer son disciple. L'engagement pris par les Congrès de l'Internationale d'avant-guerre, c'est-à-dire de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, devint aussi l'engagement de Guilbeaux qui avait adhéré, à Kienthal, à la gauche zimmerwaldienne. Guilbeaux approuva la rentrée en Russie de Lénine à travers l'Allemagne, et c'est de ce moment qu'en réalité date la condamnation à mort de Guilbeaux.

Le crime de Guilbeaux a été un crime que tout révolutionnaire prolétarien ne peut qu'approuver et défendre. Et c'est pour ce crime que Guilbeaux, condamné à mort, se trouve aujourd'hui en prison.

C'est pourquoi le prolétariat doit exiger, de même que pour ses autres victimes politiques, la mise en liberté immédiate d'Henri Guilbeaux.

Le Parti et les organisations révolutionnaires doivent exiger la libération de Guilbeaux, *indépendamment de la conduite actuelle de Guilbeaux.* D'après certains bruits, auxquels on ne devra faire confiance qu'apr.s examen, il semble que l'attitude de Guilbeaux devant ses juges ne soit nullement digne de l'action qui lui a valu, de la part de la bourgeoisie, la peine de mort. Que ces bruits soient vrais ou non, l'attitude de la classe ouvrière ne doit pas changer.

Si Guilbeaux est condamné à mort et se trouve en prison, ce n'est pas pour son attitude d'aujourd'hui, mais pour son action pendant la guerre et pendant les premières années de la Révolution russe. C'est *cette action-là* que le *prolétariat* doit défendre, c'est pour *cette action-là* qu'il doit imposer la libération de Guilbeaux.

Quant à la conduite actuelle de Guilbeaux, c'est encore au prolétariat de la juger. Et le prolétariat n'aura pas besoin des juges bourgeois pour condamner ou pour absoudre.

LA CLEF DE LA SITUATION INTERNATIONALE EST EN ALLEMAGNE

Contre Papen, contre Hitler, front unique de lutte pour la révolution prolétarienne !

Au XIIe Plenum de l'I. C., Thaelman, secrétaire du P. C. allemand, fut rapporteur sur... les grèves économiques et le chômage ! Ce simple fait montre que l'I. C. continue à refuser de placer la révolution allemande au centre de sa lutte.

L'opposition internationale, elle, continue à considérer au contraire que c'est en Allemagne que se trouve « la clef » de la situation internationale. Les bavardages, les criailleries des Semard ont été balayés par les faits. Sur tous les terrains, les événements découvrent systématiquement l'Allemagne comme le point névralgique de la lutte de classes internationale. Les discussions sur le « réarmement » de l'Allemagne, la lutte autour de la Société des Nations, font pivoter le capitalisme international autour de l'évolution de la lutte en Allemagne. Et la lutte des classes continue à se dérouler sans que l'issue décisive soit intervenue.

M. Treviranus, ancien ministre de Brüning exprime cela très bien et très consciemment dans une interview donnée à *Paris-Midi* (10 oct.): « Pour arriver à des ententes internationales, il faut d'abord arriver à des ententes nationales,... et aucun pays n'en prend le chemin. Chez nous, par exemple, si des élections avaient lieu maintenant, il est hors de doute que les partis extrémistes gagneraient encore des sièges : on ne traîne pas impunément des millions de chômeurs...Il faut que chaque pays fasse sa « lessive intérieure ». Von Schleicher ne parlait pas autrement lorsqu'il déclarait au microphone qu'il fallait en finir avec la « canaille intérieure »

Ainsi à la lutte qui se déroule actuellement en Allemagne restent accrochées les perpectives internationales non seulement de la bourgeoisie, mais aussi, et surtout, celles du prolétariat.

Pressée par les événements, littéralement prise à la gorge, la direction centriste avait esquissé un sursaut d'énergie au moment du coup d'Etat de Von Papen en Prusse, et lors des élections qui ont suivi. Mais ensuite, elle s'est abritée derrière Hindenburg qui devint... le champion de la lutte contre Hitler. Et actuellement elle est retombée dans sa torpeur. Les « Thèses » présentées par le XIIe Plenum de l'I. C. prouvent indubitablement que l'I. C. a perdu toute perspective en ce qui concerne la situation allemande. Par là, elle a perdu toute perspective en ce qui concerne la situation internationale en général. C'est bien ce que prouvent ces thèses honteuses, dans lesquelles on ne trouve aucune orientation qui serve d'axe à l'activité de l I. C.

Or, nous le répétons, la phase transitoire de la résistance du cabinet bonapartiste de Von Papen-Schleicher aux prétentions du fascisme de Hitler, n'a rien changé aux perspectives générales que nous avions tracées. Bien au contraire, en épuisant une nouvelle forme des multiples aspects que la dictature de la bourgeoisie peut revêtir pour écraser la classe ouvrière et essayer de surmonter son propre chaos économique, les événements découvrent avec une acuité plus grande l'inévitabilité d'une perspective de révolution pour l'Allemagne. Précisément, comme nous le verrons, des mouvements de grève, encore limités, ont éclaté dans ces dernières semaines contre l'application du décret loi de Von Papen (nouvelle baisse des salaires, rupture des contrats collectifs, menaces contre le droit de grève). Et c'est la classe ouvrière, qui, par son réveil, montre elle-même le chemin au parti qui devrait être à son avant-garde. Or, justement, au moment où la classe ouvrière se dresse spontanément, au moment où les syndicats réformistes et le parti social-démocrate sont obligés de soutenir les grèves qu'ils n'ont pu empêcher d'éclater, l'avant-garde communiste se trouve impuissante à agir avec la confiance de la majorité de la classe ouvrière. Sa politique erronée des années passées l'a détaché peu à peu de la masse ouvrière.

Au lieu de reconnaître franchement cet état de choses, de convoquer un Congrès du parti (sans parler d'un Congrès de l'I. C.), qui puisse opérer le réarmement indispensable, le P. C. allemand *s'adapte à cette situation.*

Il ne pose pas franchement à son ordre du jour les problèmes cruciaux de la révolution. Dans les « thèses » du XIIe Plenum, on parle des « *tendances de capitulation* » qui se sont développées. Mais cette reconnaissance timide et hypocrite de l'Exécutif n'empêche pas qu'il ne s'agit pas là d'une tendance limitée, dont l'apparition serait d'ailleurs inévitable dans les meilleures circonstances, (elle s'est produite aussi sur une échelle importante dans le parti bolchevik en 1917) ; *il s'agit de la tendance dominante non seulement dans la direction du parti allemand, mais aussi dans l'Exécutif de l'I. C. et dans le parti russe.* En fait, le P. C. Allemand cherche à éviter la lutte décisive. Il ne prépare pas le parti à jouer le rôle historique que les chocs de classe imposent. Il prépare la défaite. Il maintient, à travers des zigzags désordonnés, sa tactique profondément fausse vis-à-vis des ouvriers social-démocrates, c'est-à-dire qu'il prépare lui-même les conditions qui révèleront à la lumière d'événements aigus son impuissance à agir, et le peu de confiance réelle que lui accorde, comme guide révolutionnaire, le prolétariat allemand.

Il faut le dire à nouveau hautement : la direction centriste prépare la capitulation en Allemange, capitulation qui aurait des conséquences catastrophiques, incommensurables avec celles du recul d'octobre 1923. De nouveau, il faut sonner l'alarme, il faut alerter le Parti, il faut montrer à chaque ouvrier que seule la perspective de l'opposition de gauche permettra à l'I. C. et au P. C. A. de jouer son rôle.

L'épisode Papen-Schleicher, la rivalité du cabinet des barons avec l'équipe fasciste de Hitler, a littéralement endormi Thaelmann, Thorez et Cie. Après que Hindenbourg eut refusé de confier le poste de chancelier à Hitler, l'*Humanité* parla de « l'échec du duce allemand », et considéra Hitler comme liquidé. Plus tard, une fameuse note du secrétariat nous apprit, ausssi par l'*Humanité*, que le « fascisme était déjà au pouvoir » en Allemagne. C'est-à-dire que, selon les staliniens, Papen-Schleicher avaient supplanté Hitler comme instrument du fascisme aux mains de la bourgeoisie. Cette ineptie porte ses fruits. La direction centriste s'imagine aujourd'hui tout bonnement que les prolétaires nazis, déçus de « l'échec » de leur idole Hitler, vont affluer en masse aux guichets staliniens. Elle leur offre une manière de front unique contre les décrets loi de Papen, comme on peut le voir par la publication du journal communiste *Der Rote Angriff* (« l'Attaque rouge » ; *l'Angriff* est le journal nazi de Berlin), spécialement rédigé pour les prolétaires nazis. Mais en réalité, elle montre ainsi qu'elle a complètement perdu la boussole.

En effet, pour conserver intactes ses positions dans les masses populaires, Hitler se livre actuellement à une démagogie débridée contre la politique « réactionnaire » des barons. Aussitôt Thaelmann lui emboîte le pas en croyant ainsi lui rafler facilement ses adhérents. Mais bien entendu Hitler n'en continue pas moins ses pourparlers avec la clique bonapartiste-militaire de Papen. Avec la résistance de la classe ouvrière, les grèves, les nouvelles élections, l'échec du plan d'inflation industrielle de Papen, le fascisme peut revenir à bref délai comme l'instrument d'exécution immédiat de la bourgeoisie allemande. Aussitôt la social-démocratie, terrorisée à l'idée de perdre sa place au soleil, mais incapable de s'engager dans la lutte révolutionnaire, accentuera cependant ses gestes d'auto-défense vis-à-vis du fascisme. Alors, de nouveau la direction stalinienne, elle aussi effrayée des conséquences de sa propre politique, parlera de front unique avec les social-démocrates, et ira peut-être au dernier moment offrir les combinaisons parlementaires à Severing et à Brüning, ainsi que cela est déjà arrivé. Ainsi, le centrisme, ballotté au gré de la politique de ses adversaires n'agit pas comme un pôle d'attraction indépendant pour les masses prolétariennes. C'est ce qu'on a pu déjà vérifier le 20 juillet, lorsque le P. C. n'a pu entraîner 100 ouvriers à la résistance au coup d'Etat. Thaelmann-Semard répondent : c'est la faute à la social-démocratie, qui a refusé de lancer l'ordre de grève générale. Quelle pitoyable excuse ! Ainsi, le P. C. allemand reconnait aux instants décisifs qu'il ne peut entraîner les travailleurs à l'action si la direction social-démocrate ne « marche pas » ?

Toutes ces contradictions, toute cette lâcheté politique, cette « tendance à la capitulation » que nous avons dénoncée il y a plusieurs mois, l'opposition de gauche continuera à l'éclairer. Nous appelerons sans relâche les membres du parti à vérifier avec nous, pas à pas, la politique des dirigeants, et celle que préconise l'opposition de gauche. De nouveau, nous exigerons que la situation allemande soit mise à l'ordre du jour de la vie du parti.

Oui ou non, la perspective du développement en Allemagne que nous avons tracée est-elle vérifiée par les événements ? Oui absolument, et c'est justement elle qui nous a permis d'apprécier avec justesse les rapports de force transitoires établis par le maintien au pouvoir de la clique Papen-Schleicher. Au contraire, la direction centriste, comme nous l'avons montré plus haut, a trébuché une fois de plus sur cette situation nouvelle, et se montre incapable de sortir des contracdictions où elle est enlisée jusqu'au cou.

L'appréciation marxiste des rapports entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, du rôle de la social-démocratie, de la fonction du fascisme dans la dictature de la bourgeoisie, sont choses absolument inconnues dans l'arsenal du stalinisme. Bien entendu, la question n'est pas de faire des prédictions « astrologiques », de fixer des dates, etc. Il s'agit de *s'orienter* justement, de *prévoir les lignes du développement*, de *mesurer avec précision les déplacements* qui surviennent. Ainsi, la durée relativement longue de la dictature Papen, comment pouvait-elle s'expliquer pour les centristes ? En réalité, il n'y avait pas pour eux moyen de l'expliquer, et c'est pourquoi ils ont inventé : 1° que Papen représente déjà la dictature fasciste intégrale, et 2° que Hitler a été écarté par la pression du P. C. et la désorganisation de ses rangs sous la poussée des prolétaires qui le suivent. Mais nous avons démontré le caractère fantaisiste de cette « explication ».

(*Voir la suite page 2*)

Camarades, réservez le
DIMANCHE 6 NOVEMBRE
Assemblée pour la
COMMÉMORATION DU XVe ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE
à 15 heures.
Le lieu sera indiqué dans le prochain numéro de la *Vérité*.

A l'aide des révolutionnaires indochinois

Nous avons relaté dans nos derniers numéros la nouvelle vague de répression déclanchée par Herriot-Chautemps en Indochine.

Le démagogue Herriot a renvoyé en Indochine « l'Empereur d'Annam ». Bao-Daï, pour y duper les masses sur la volonté de « pacification » de la France, de même qu'au Maroc l'impérialisme français se sert du Sultan de paille pour extorquer la sueur et la plus-value aux Marocains.

Et, en même temps qu'il mène cette politique hypocrite, Herriot ordonne l'arrestation des militants révolutionnaires, perquisitionne, déporte, torture les héroïques révolutionnaires qui mènent le combat contre les agents sanglants des Fontaine et des Homberg, des planteurs de caoutchouc et des exploiteurs des multiples richesses naturelles de l'Indochine.

Nous avons alerté le prolétariat français contre cette nouvelle vague de terreur ; nous avons dénoncé, avec nos faibles moyens, le régime d'étouffement sous lequel vit l'Indochine, et dernièrement de l'arrestation de toute une série de camarades accusés de complot, traqués pour avoir développé la propagande communiste.

Les informations — fournies par la presse impérialiste elle-même — nous les avons transmises à l'*Humanité*, qui s'est refusée jusqu'à ce jour d'en tenir compte. Pas une ligne, rien n'est paru dans l'*Huma* sur les nouvelles persécutions dirigées contre les courageux camarades qui ont déjà appelé, en 1930, le prolétariat français à s'unir au prolétariat d'Indochine dans la lutte contre l'impérialisme français.

Nous n'hésitons pas à le dire aujourd'hui, il s'agit d'une véritable *trahison*, d'une attitude qui qualifie et juge les dirigeants centristes pour qui l'intérêt de clique passe avant tout, et surtout avant les victimes de la répression capitaliste lorsqu'elles revendiquent fièrement le drapeau de l'opposition de gauche, le drapeau de Lénine. Mais cela ne peut nous étonner de ceux qui exilent Trotsky, déportent Rakovsky, emprisonnent Sosnovsky et fusillent Blumkine !

Nous devons dire que les camarades du *Secours Rouge* ont compris autrement leur devoir. Ils nous ont promis leur aide pour la défense des camarades indochinois. Nous les aiderons de toutes nos forces !

Debout, prolétaires de France ! A l'aide des révolutionnaires d'Indochine !

APRÈS AMSTERDAM

L'I. C. doit convoquer une Conférence Internationale contre la guerre impérialiste !

Dans la question de la lutte contre la guerre, nous avons, depuis des mois et face au bloc honteux d'Amsterdam, unissant sur une charte des plus confuses les Barbusse, les Patel et les Munzenberg, préconisé la convocation *sur l'initiative de l'I. C.*, d'un Congrès mondial de front F.S.I. et de l'A.I.T.

La condition indispensable de ce congrès aurait été évidemment l'indépendance totale des drapeaux et des organisations, la liberté de critique et l'accord des organisations *sur la base de certaines mesures pratiques de lutte*, claires et précises.

A nos appels, la direction centriste a répondu sur le papier et par la parole en mettant en avant le « mot historique » de Thorez : Avec les ouvriers socialistes, toujours ! avec les chefs socialistes, jamais !

Pratiquement, les bureaucrates ont répondu par Amsterdam, par la conférence commune et les manifestes communs avec des personnalités de la grande et de la petite bourgeoisie, avec des radicaux et des franc-maçons.

L'I. C. ayant abandonné l'initiative de convoquer le Congrès à deux écrivains pacifistes, les chefs réformistes ont eu les mains libres pour refuser dédaigneusement de participer à Amsterdam, pour refuser de s'engager dans la voie, trop périlleuse pour elle et pour elle seulement, du front unique contre la guerre.

Mais aujourd'hui, la volonté d'action de la masse des ouvriers réformistes dépasse les cadres trop étroits que voulaient imposer les chefs traîtres.

Les ouvriers socialistes exigent le rapprochement avec les ouvriers communistes. Devant cette pression des masses, qui s'est manifestée énergiquement à la dernière et houleuse « assemblée d'information » de la S. F. I. O. et de la C. G. T. les dirigeants réformistes ont commencé par agiter l'épouvantail des sanctions et des exclusions. Impuissants à freiner le mouvement par la seule répression, ils ont préféré manœuvrer. Au conseil fédéral de la Seine, Longuet a présenté une motion demandant à l'I. O. S. d'organiser un Congrès contre la guerre avec la participation de l'I. C. et de l'I.S.R. ainsi que « de toutes les forces vives et organisées de la classe ouvrière ».

Après et malgré les vociférations des Semard et des Thorez contre les « trotskystes contre-révolutionnaires » qui accepteraient une conférence commune avec l'I. O. S. et la F. S. I., l'*Humanité* du jeudi 6 octobre, dans l'article leader de Cachin, affirme que « en ce qui nous concerne et parlant en notre nom personnel, nous n'hésitons pas à proclamer que nous sommes prêts à nous présenter devant n'importe quelle assemblée ouvrière pour y discuter des moyens de lutte contre la guerre ». Et, plus loin, « si l'on veut (les chefs de la 2e Internationale) offrir aux communistes une occasion nouvelle de discussion sérieuse avec toutes les garanties de convocation sincère, pour notre part, *nous n'y voyons nul obstacle.* » Ainsi, après la désastreuse expérience d'Amsterdam, d'un Congrès qui n'a rien apporté de concret pour servir la classe ouvrière sinon la confusion et qui n'a servi qu'à redorer le blason du pacifisme et du hréformisme déjà considérablement compromis, après tout le tam-tam creux des « Comités de lutte », voilà nos centristes tout prêts à accepter de participer à une conférence commune avec l'I. O. S. et l'internationale d'Amsterdam, mais cette fois-ci, *non pas sur l'initiative de l'I. C. mais sur l'invitation des chefs socialistes !*

L'opposition de gauche pense *qu'il faut* que l'I. C. et l' I. S. R., au cas où la motion Longuet serait acceptée par l'I. O. S. participent à une telle conférence.

Certes, si l'I. C. s'était engagée dans la voie de l'opposition de gauche, si l'I. C. avait pris d'elle-même l'initiative du tel congrès, les répercussions au sein de la classe ouvrière auraient été immenses ! L'I. O. S., profitant de la confusion et des résultats désastreux d'Amsterdam, en prenant elle-même une telle initiative, accomplira certainement une manœuvre des plus habiles.

Mais si l'I. C. comprend ses devoirs, cette grande manœuvre de l'I. O. S. ne tarderait pas à se tourner contre elle-même.

L'I. C. a commis la grande faute de laisser l'initiative d'un tel congrès à l'I. O. S..

Maintenant, elle doit répondre aux prochaines invitations de la 2e Internationale.

Ce serait une erreur irrémédiable que de s'y dérober. A cette conférence, les communistes doivent exiger la *pleine garantie de l'indépendance des organisations et des drapeaux.* A cette condition fondamentale, ils peuvent considérer comme possible des accords de lutte, *mais sur la base de mesures pratiques d'action claires et précises :* dénonciation de la S.D.N. et des programmes de désarmement ; des crédits militaires ; dénonciation du mensonge de la défense nationale ; campagne pour la collaboration économique avec l'U. R. S. S. ; agitation dans les usines de guerre, parmi les soldats et les marins ; défense des revendications économiques de la classe ouvrière ; défense de la Patrie Soviétique ; lutte contre le fascisme allemand etc.

A ces conditions, l'I. C. peut et doit s'engager dans la voie du front unique. Elle doit faire un tournant décisif dans toute sa politique, revenir aux enseignements des quatre premiers congrès. Elle doit convoquer sur le champ le 7e Congrès Mondial, avec la participation de l'opposition de gauche et de ses chefs Trotsky et Rakowsky, qui, depuis des années, lui ont montré la voie de son redressement.

A LILLE

Compte rendu du Congrès de lutte contre la guerre

Environ 100 ouvriers, en majorité S.F.I.O., assistaient au compte rendu d'Amsterdam donné par Bonte et Irène Calas le 30 sept. Notons au passage qu'il n'est pas tout à fait exact de dire que les masses sont profondément remuées par cet *événement historique*. Nous regrettons sincèrement que les dirigeants du Rayon de Lille n'aient pas cru devoir louer une salle plus vaste, plus près du centre de la ville; est-ce la peur de faire salle vide ? Ceci dit, revenons à ce compte rendu, car, pour Florimond Bonte, ce fut un succès ! Mais nous ne le pensons pas, ce ne sont pas des succès de ce genre qui donneront de l'influence au Parti, car s'il oublie de le constater, nous le faisons pour lui : 100 *auditeurs seulement*, socialistes et communistes, par conséquent des convaincus de chaque côté, *mais les ouvriers inorganisés n'avaient pas pris la peine de se déranger.*

Après qu'Irène Calas eût fini son exposé, justifié sur le rôle des femmes contre la guerre et sur la misère de la classe ouvrière, notamment à Lille où une municipalité S.F.I.O. dépense des sommes folles à des festivités, pour plaire aux gros commerçants du centre, tandis que la plupart des gosses de chômeurs n'ont pas de souliers aux pieds. Bonte prit la parole : il évoqua la guerre de 14 et exposa ce que serait demain une nouvelle boucherie avec les nouveaux engins, gaz, etc., et, il partit ensuite sur la question essentielle de son exposé : Amsterdam.

De Vreyer demanda la parole et expliqua ce qu'avaient été les travaux de ce Congrès; il mit à nu toutes les manœuvres qui se sont faites jour pour empêcher les délégués de l'opposition de gauche de prendre la parole et de mettre tous les délégués devant leurs responsabilités, notamment les Barbusse et les Patel et autres confusionnistes présents à ce Congrès ; il démontra aux ouvriers présents que ce Congrès n'aboutirait qu'à jeter la confusion dans la classe ouvrière, parce que organisé par des gens qui n'ont rien de commun avec des révolutionnaires, il précisa que, par la volonté des Staliniens, l'I. C. avait manqué à sa tâche historique sur la question de la guerre, en se cachant derrière Barbusse au lieu de prendre en mains l'initiative elle-même d'un tel congrès et de mettre la social-démocratie devant ses responsabilités, car c'est ce qui permet aux chefs de la S.F.I.O. de crier à la manœuvre.

Il dénonça le manifeste comme un monument de confusion, et cela pour la honte de l'I.C. qui permet à Patel, agent direct de la bourgeoisie hindoue, de profiter de cet événement pour avoir l'appui, le cas échéant, des masses laborieuses de l'Europe pour servir sa politique aux Indes au profit du capitalisme de son pays contre l'impérialisme anglais, car ce n'est pas pour autre chose que Patel était venu à Amsterdam. De Vreyer dénonça également ce que cachent les passages du manifeste concernant la légende de l'Armée rouge, et mit en garde les ouvriers de base du parti contre le soi-disant « *front unique menaçant* » de Barbusse qui, à la première occasion, au moment des responsabilités réelles, abandonnerait la lutte comme des bourgeois qu'ils sont. Il invita les membres du Parti à exiger une politique claire et hardie, telle que la concevait Lénine, et à exiger dans les cellules la discussion sur les divergences qui séparent les oppositionnels de la direction du Parti.

Nous pouvons dire avec certitude que l'exposé de notre camarade fit impression sur les copains du Parti, ils ont pu juger que nous n'étions pas des agents de la bourgeoisie et autres idioties lancées par l'*Enchaîné*. Nous sommes sûrs que cette réunion portera ses fruits pour l'opposition de gauche. Et plus que jamais, nous essayerons de faire pénétrer nos conceptions chez les camarades de la base.

Bien entendu, Bonte évita de répondre, et pour cause. Mais il répondit à *Chapon*, ex-membre du P. C., aujourd'hui membre de la S.F.I.O., et fonctionnaire de la Ville de Lille, en récompense de ses bons services au sein du Comité des 22, qui vint à la tribune apporter ses calomnies habituelles sur la Russie avec un cynisme révoltant, cela, évidemment, dans le seul but de se distinguer devant les chefs S.F.I.O. Il est pénible, à ce sujet, de voir un Bonte faire un parallèle dans l'*Enchaîné*, entre la réunion des socialistes à Paris, partisans d'Amsterdam, et celle du Bois Blanc où des socialistes étaient venus, poussés par les événements. Il faut s'appeler Bonte pour dire de telles énormités, il est absolument faux de dire que la social-démocratie a peur du rassemblement des masses et qu'ils avaient mobilisé un certain nombre de socialistes. Nous disons, nous, que ce n'est pas pour la question de la guerre qu'ils sont venus, mais au contraire, que c'est Chapon qui a mobilisé un certain nombre de jeunes socialistes, et cela, depuis un certain temps, pour venir dans les réunions du Parti et jouer à la provocation, en essayant de se faire avoir des coups pour se poser en victime auprès des chefs socialistes, car ce renégat doit justifier son bifteeck à chaque occasion. D'ailleurs, De Vreyer le remit souvent à sa place et lui dit de dures vérités. Voilà ce que ne voit pas Bonte, et ce n'est pas en son honneur, car il s'est aperçu, au cours de cette réunion, de toute la fausseté de la fameuse théorie du « social-fascisme ». Et nous le répétons encore une fois, il faut que la direction du Parti change entièrement sa politique si elle veut se rapprocher des ouvriers, qu'elle comprenne enfin que, seule, la politique que préconise l'opposition est juste, en rejetant la politique de Staline, qui est néfaste au mouvement communiste.

Le Groupe de Lille.

N.-B. — Les camarades qui ont emprunté des livres sont priés de les faire rentrer sitôt lus; d'autres sont à leur disposition.

La situation en Allemagne

Sous la botte de Von Schleicher

UN PAS EN AVANT

A propos du mouvement de grèves actuel, nos camarades de l'opposition allemande écrivent dans le n° du 7 octobre de leur organe de la région de Saxe, Der Rote Kurier, l'éditorial suivant :

Grèves ! Dans 20 endroits de l'Allemagne à Berlin, Hambourg, Leipzig, Weissenfels, Hagen etc., de nombreux établissements *moyens* ont fait grève contre la nouvelle baisse des salaires prévue par le plan Papen. Les grèves ont été victorieuses. Les syndicats soutiennent les grèves. L'importance extraordinaire de ces événements est claire pour tous ceux qui au cours des deux dernières années ont observé avec colère et tristesse la passivité complète des ouvriers allemands et le torpillage des grèves par les syndicats réformistes. Et ce n'est pas seulement clair pour ceux-là.

Son ex. M. le Ministre du Travail Shäffer a donné sur cette question, un interview dans lequel ses menaces reflètent une peur bleue. « *Premièrement on ne fera pas grève, deuxièmement la grève signifie rupture de contrat et sera punie, et troisièmement les ouvriers d'usine devraient volontiers fournir cette petite contribution en faveur de leurs frères sans travail.* » (Pourquoi M. le Ministre ne fournit-il pas lui-même tout simplement cette « petite contribution » ?) On comprend fort bien les soucis du gouvernement Von Papen. Tout à coup, il voit menacer son plan, auquel on met des bâtons dans les roues : opposition des agrariens, réserves des industriels sur le contingentement. Et ce n'est pas seulement le plan, mais aussi sa propre existence qui est menacée. Raison suffisante pour entrer en fureur et mendier tour à tour. Ce n'est pas pour rien qu'on a prolongé les contrats dans les mines de la Ruhr, dans l'industrie textile de Saxe etc., au lieu d'attaquer là aussi immédiatement.

On ne peut pas dire que la réalité confirme la théorie du parti social-démocrate et des dirigeants syndicaux selon laquelle on ne peut pas mener de grève victorieuse en temps de crise. La tentative d'empêcher au moyen du referendum les masses d'entrer dans la lutte n'a pas réussi. Spontanément les masses ont suivi la voie de la lutte extra-parlementaire qui seule est une issue à toutes les difficultés.

Mais nous savons tous que « spontanément » la classe ouvrière ne peut obtenir aucun résultat tant soit peu appréciable. Il lui faut la réglementation consciente, le soutien et la direction des processus spontanés par le parti de classe du prolétariat, le parti communiste.

Maintenant ce qui importe avant tout, c'est l'extension, l'approfondissement et la centralisation du mouvement de grève. Il faut dire que le parti socialiste et les syndicalistes (surtout en vue des élections) se sont déclarés pour le mouvement, après avoir été incapables de l'empêcher. Mais ils n'ont aucun intérêt à son extension. Le P.C. jusqu'ici est resté sans aucune influence sur le mouvement, ce qui correspond à sa situation à l'usine et dans les syndicats. Pour le moment, les réformistes peuvent détourner le mécontentement grâce à la pseudo-opposition des « jeunes » (officiers de police en retraite, etc).

Pour sortir de cette situation lamentable, pour pouvoir profiter de la situation favorable, pour voir plus qu'un début plein d'espoir, pour avoir de véritables succès, il faut une décision audacieuse du P.C.A. Il faut qu'il mette de côté toute la tactique poursuivie jusqu'à présent, il faut qu'il revienne à la conquête des ouvriers social-démocrates et à la tactique du front unique de Lénine (qu'on bafoue aujourd'hui comme étant « trotskyste contre-révolutionnaire »). Peut-être la dernière faillite de sa base théorique lui facilitera-t-elle ce pas.

Ensuite le Rote Kurier *expose le programme de front unique sur lequel les organisations communistes doivent proposer aux organisations réformistes le combat commun. Liquidation de la tactique syndicale scissionniste de la R. G. O. ! Programme de contrôle ouvrier de la production ! Lutte pour les droits des chômeurs! Lutte contre le fascisme !*

Contre Hitler ! Contre Papen !

(*Suite de la page* 1)

Au contraire, l'opposition a exposé ainsi les faits : la profondeur de la crise économique-sociale de la société allemande, la nécessité de brider un prolétariat de 30 millions d'hommes, oblige la bourgeoisie à sortir des cadres de la démocratie. Pour cela le fascisme sera l'arme indispensable. Cependant l'instauration du fascisme, dirigé par le grand capital, mais qui remue aussi les couches petites bourgeoises et paysannes, présente des risques considérables, car elle rompt délibérément tous les cadres traditionnels de la démocratie capitaliste. Dans la phase décisive, la grande industrie et les agrariens tentent une dernière tentative — *d'autant plus facilement que le prolétariat reste inactif* — pour surmonter par leur propre appareil de caste (la clique militariste) le chaos de la situation. Néanmoins le fascisme reste pour le prolétariat un danger menaçant, et la masse ouvrière social-démocrate reste toujours l'élément avec lequel il faut s'unir — par la voie du front unique léniniste — pour ouvrir le feu à la fois contre Hitler et von Papen. Toute autre voie, toute hésitation, même à la capitulation, est un reniement de la raison d'être du P. C., et conduit à la liquidation de fait de l'I. C.

Et maintenant encore l'opposition appelle à la lutte sur les mots d'ordre qu'elle a déjà définis. Seule leur application en aurait montré l'efficacité. Mais il n'existe pas le moindre doute sur leur justesse, parce qu'aujourd'hui encore eux seuls sont adaptés à la situation.

Il faut mettre en avant la perspective de la *révolution prolétarienne*, et envisager comme étape immédiate la *réalisation de la grève générale*. Précisément la phase actuelle, qui a vu surgir une série de combats grévistes contre l'application des décrets lois Papen, y est favorable. Mais bien entendu, l'action en faveur de n'importe quel objectif de lutte reste étroitement dépendante de la réalisation d'une politique réelle de front unique.

C'est pourquoi, avec plus d'ardeur que précédemment, nous lutterons pour le triomphe de nos conceptions au sein du parti, seule garantie de la victoire ouvrière en Allemagne.

VIENT DE PARAITRE le N° 11 du

Bolletino dell Opposizione Comunista Italiana (P.C.I.)

Sommaire : Per un nuovo Congresso della I. C. (A quattro anni dal VIe Congresso). — Dopo il Congresso di Amsterdam. — *Trotzki :* Bonapartismo e fascismo. — *Santini :* A proposito di « manifestazioni di opportunismo nel campo della organizzazione ». — Taccuino dell' Opposizione. — *Barba Gianni :* Polémica sul fronte unico. — *Note e Polemiche.*

Prix de l'exemplaire : 1 franc.

Adresser les demandes à la *Vérité*, 9, rue du Transvaal, Paris.

VIENT DE PARAITRE

La seule voie

par

L. Trotsky

1 vol. ..... 1 fr. 50

Adresser les commandes à la *Vérité*

L'ASSEMBLÉE DE LA SALLE DU GRAND ORIENT

La gauche socialiste et la lutte contre la guerre

Un camarade qui assistait à la réunion du Grand-Orient, nous écrit :

Vendredi 30 septembre, le groupe de l'*Action socialiste* (« *extrême gauche* » du parti S.F.I.O.) organisait une réunion d'information sur la participation des socialistes au Congrès d'Amsterdam. Il y eut beaucoup de bruit; des insultes de part et d'autre. Mais aucune décision ne sortit. La réunion se termina en pleine confusion.

Plusieurs orateurs parlèrent. N'en retenons que deux : *Poupy* se déclara partisan du front unique avec le parti communiste et pour la participation des socialistes aux Comités contre la guerre. Il lança des attaques contre la politique de la C.A.P. : *Ce qu'il y a*, dit-il, *c'est que nos dirigeants sont trop vieux ! Il faut rajeunir notre direction.* Après avoir dit quelques mots sur le Congrès d'Amsterdam, il termine : *Je sais que dans les menaces de la C. A. P., je suis particulièrement visé. Je reste, malgré tout, sur mes positions, quelles qu'en soient les conséquences.*

Nicole, du parti socialiste suisse, chargea à fond contre la direction de la IIe Internationale; condamna la S. D. N. et l'attitude des socialistes à l'égard de celle-ci; dénonça la participation ministérielle et démontra la faillite des travaillistes et des social-démocrates allemands. Il se prononça contre la défense nationale en régime capitaliste et pour la défense de l'U. R. S. S.

A entendre ce discours, on aurait pu croire que Nicole marchait à grands pas vers nous. Nous attendions sa conclusion avec impatience. Hélas ! Désillusions ! Comment lutter contre la guerre ? Nicole se tait et s'accroche aux Comités d'Amsterdam. Que ferons-nous si la guerre éclatait ? Il ne trouve qu'une grande phrase très sentimentale et très pacifiste : *Nous ne permettrons pas que l'on entraîne encore une fois la classe ouvrière dans un grand carnage !*

Au milieu d'un grand brouhaha, *Longuet* fit une intervention vide de sens : des phrases creuses. De la haine contre la Russie et le parti communiste. La majorité de la salle se dressa contre lui, et il ne put terminer son exposé.

Monnet, avec son air ingénu, termina la réunion. Il déclara que le parti socialiste devait agir par tous les moyens : depuis la participation ministérielle jusqu'au front unique avec les communistes. Il ne fut pas bien méchant. Monnet est bien loin de nous.

D'après cette réunion, nous constatons qu'il y a dans le parti socialiste un fort courant contre la politique de la C. A. P. Nous avons pu remarquer des dizaines d'ouvriers socialistes en désaccord complet avec leurs chefs. Des prolétaires réclamant le front unique avec le parti communiste.

L'impression que nous avons eu : c'est que la plupart des ouvriers socialistes seraient dans le parti communiste si les bureaucrates staliniens avaient pratiqué le front unique d'organisation à organisation, au lieu de leur théorie charlatanesque sur le front unique par en bas. C'est les Thorez, Frachon et *tuti quanti* qui, par leur sectarisme, leur phraséologie radicale, leur incompréhension du front unique, ont rejeté ces ouvriers dans le parti socialiste.

Il est vrai que beaucoup d'ouvriers sont corrompus et passent dans le camp bourgeois. Mais il est vrai aussi que la masse des ouvriers — même encadrée dans un parti bourgeois — finit toujours par se détacher des influences bourgeoises et réformistes, et manifester ses instincts de classe. Tel est le cas, pour ces travailleurs socialistes qui, vendredi 30 septembre, ont démontré qu'ils étaient beaucoup plus près de nous que des Blum, Paul Faure, Renaudel, Longuet.

Pour que ces ouvriers viennent avec nous, pour les arracher à l'influence de la IIe Internationale, il n'y a qu'un pas à faire. Ce pas, ils ne peuvent le faire tout seuls. Il faut les aider. C'est là la tâche du parti communiste. Tout dépend de la tactique de front unique.

Or, une fois de plus — on croirait qu'ils sont faits pour cela — les bureaucrates centristes repoussent ces ouvriers socialistes.

Dans l'*Humanité* de dimanche 2 octobre, Ferrat parle de « manœuvriers » : *La lutte contre la guerre, dit-il, est bien le cadet des soucis de ces « socialistes de gauche ». La grande préoccupation de ces politiciens était tout simplement de tromper plus longtemps encore les ouvriers sur la prétendue volonté de lutte contre la guerre du Parti socialiste et de l'I .O. S., en allant à Amsterdam et en participant aux Comités de lutte contre la guerre.* »

Et Ferrat termine en appelant les ouvriers socialistes à renforcer « *l'organisation du front unique pour la lutte contre la guerre... avec leurs frères de classe et de combat : les ouvriers communistes* ».

Ainsi, pour Ferrat, le problème est très simple : si les ouvriers socialistes veulent lutter contre la guerre, ils n'ont qu'à quitter ces « politiciens de gauche » et venir avec nous. Mais si ces ouvriers étaient capables de faire cela, ils ne seraient pas des socialistes, ils seraient communistes. Mais c'est précisément ce qu'ils ne peuvent faire tout seuls, car ils ont, malgré tout, encore confiance en leur parti, et surtout envers ces « politiciens de gauche ».

Loin de convaincre les ouvriers socialistes et de les amener vers le parti communiste, l'article de Ferrat ne fait que les rejeter.

Il est fort probable — les événements aidant — que la gauche socialiste se renforce, et la C.A.P. pourrait aller jusqu'à l'exclusion. Si les centristes continuent leur théorie du front unique par en bas, le résultat sera : que ces ouvriers socialistes exclus ou quittant leur parti s'arrêteront à mi-chemin et formeront, comme en Allemagne, un parti socialiste indépendant.

CONFUSION CENTRISTE

De Monnet à Margueritte

A mesure que l'on s'éloigne du Congrès d'Amsterdam, les tares qui viciaient le pseudo front unique constitué autour de Rolland-Barbusse apparaissent, tandis que les possibilités qu'offre une action de front unique sérieuse se manifestent devant les travailleurs.

Comment a pu être rédigée cette « *charte d'unanimité* » confondant dans un même *vote d'enthousiasme* les chefs communistes et certaines personnalités dirigeantes social-démocrates et radicales-socialistes ? Le député « *social-fasciste* » Camille Planche l'explique: « *...d'accord avec notre camarade Monnet, député de l'Aisne, représentant de la F.A.C.R. de l'Aisne, nous fîmes modifier certains passages proposés suivant une rédaction qui avait été provisoirement élaborée par Henri Barbusse.* »

Quelle a été la valeur positive de ce vote unanime et enthousiaste des chefs communistes et des délégués réformistes et pacifistes bourgeois sur le thème général de la lutte contre la guerre ? L'organe de Fonteny, le *Poilu Républicain*, nous l'apprend : « *Notre président Fonteny se fit l'interprète de notre Fédération et des organisations démocratiques françaises en insistant dès l'ouverture du Congrès pour que celui-ci s'intitule :* CONGRÈS MONDIAL CONTRE LA GUERRE *et que le mot* IMPÉRIALISTE *en soit banni car, pour nous, toute guerre est mise hors la loi. Cet avis fut partagé entre autres par les délégués de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Libre Pensée, du Syndicat national des Instituteurs et des Médecins Français* ».

A quoi aboutissent les conversations autour de la table avec les députés « *social-fascistes* » Planche et Monnet ? la rédaction d'un texte politique sur la guerre *en commun* avec eux ? Et le vote unanime ? Planche déclare : « *Faisant aussi des réserves sur le paragraphe visant « certains dirigeants d'organisations ouvrières », je n'aurais pu enfin accepter le passage visant l'I.O.S. car le fait, que je déplore, que cette Internationale ouvrière a refusé de se rendre à Amsterdam ne préjuge en rien de son attitude vis-à-vis de la guerre.* » Monnet se fraye la voie de la retraite en répondant docilement aux imprécations de Paul Faure : « *Il vaut mieux avoir tort tous ensemble que d'avoir raison tout seul.* »

Il est vrai qu'à cette piteuse reculade l'*Humanité* répond seulement au député « *social-fasciste* » que « *sa conception est erronée* » et ne saurait aboutir qu'à « *l'abdication de la vérité révolutionnaire* (!) *devant l'erreur ou le mensonge réformiste sous couleur d'unité dans le meilleur des cas sans base, sans perspectives* (l'unité avec le « *social-fascisme* ») *et dans le pire* (le pire seulement) *qui enchaînerait sciemment la classe ouvrière à la bourgeoisie* ».

Dans le même temps, Victor Margueritte se retire « dignement » du Comité d'initiative, ajoutant un nouveau trait à la palinodie honteuse jouée par les chefs centristes avec les « personnalités des sciences, des arts et des lettres ». C'est cela, le « poing tendu » au chef — avec une bonne poignée de main dans le dos des organisations !

(*Suite page* 3.)

Aperçu sur le développement économique de l'U. R. S. S. en 1931

*Cette semaine, l'*Humanité *a publié quelques extraits des très importantes résolutions du C. C. du P. C. R. Le texte intégral en est paru dans la* Correspondance Internationale *du 8 octobre. Nous les commenterons ultérieurement.*

Mais il est impossible de comprendre le sens du tournant économique en U. R. S. S. si l'on n'étudie pas les événements des mois qui l'ont précédé. Le rapport que nous publions ici permettra à tous les communistes de comprendr pourquoi le C. C. Russe a du se résoudre à opérer ce tournant. Après la publication de ce rapport nous apporterons des éclaircissements sur les nouvelles résolutions elles-mêmes.

LA SITUATION AGRAIRE (Suite).

Le résultat économique de la politique passée est la chute des forces productives de l'économie agricole, chute à laquelle s'est adaptée une direction stalinienne en réduisant les quantités des produits agricoles livrables à l'Etat, tout en rétablissant le marché libre pour ces mêmes produits. De plus les mesures fiscales doivent arrêter cette décadence et fournir un stimulant pour un élargissement des forces productrices en décroissance. Il ne faut pas oublier, par exemple que le cheptel qui a été détruit dans la proportion de 30 à 50 0/0 n'est pas encore reconstitué.

Mais toutes ces mesures sont prises avec une complète méconnaissance de la situation et surtout en dehors de toute politique de classe à la campagne, c'est-à-dire sans faire du paysan pauvre, que l'on devrait organiser et qu'on abanhdonne à son sort, un pilier de la lutte du pouvoir soviétique contre les tendances capitalistes de l'économie agraire.

Or, en présence de la disette des marchandises, le paysan continue à réduire sa production. En l'état actuel des choses, le plan de stockage des céréales est diminué par rapport à l'année dernière de 264 millions de pouds. Or, l'année dernière, le stock gouvernemental, a atteint, en gros, par suite de la sécheresse qui avait sévi, 1.400 millions de pouds; ainsi, cette année, le stock est ramené à un niveau plus bas qu'en 1930, c'est-à-dire que l'année du rétablissement de l'économie agraire après la crise de 1928, point culminant de la collectivisation généralisée. En effet en 1930 le stockage avait atteint 1.350 millions de pouds, tandis que cette année, il n'atteindra que (1.400 — 264) = 1.136 millions de pouds (1), (chiffres pris dans l'éditorial des *Isvestia* du 12 juillet 1932.)

Or, comment se comporte la récolte réduite de cette année ? « L'Ukraine a réalisé au 10 août, 73,1 % du Plan. Le Caucase 75 % ; la Crimée 89,6 % ». (*Isvestia* du 18 août 1932). Mais comment est organisé ce stockage ? Molotov donne la réponse à cela, dans son discours à la Conférence du P.C. d'Ukraine « Nous n'avons pas su réaliser pratiquement l'organisation de ces campagnes qui sont de toute importance pour l'agriculture et que sont le stockage et la moisson ». (*Pravda*, du 14 juillet 1932). Il faut ajouter à cela le gaspillage très grand de la récolte, tant dans sa moisson que dans son stockage, gaspillage, dont la dénonciation constitue un des mots d'ordre principaux de la presse soviétique des mois de juillet et août.

De plus, la décadence des forces productives et par conséquent de la surface des ensemencements continue, car dans ce même discours, Molotov indique que pour l'Ukraine « le plan des ensemencements n'est pas réalisé dans toute une série de rayons, et qu'en résultat des fautes commises durant la campagne du stockage, la situation de l'approvisionnement s'est aggravée. Et que pour une partie importante des stockages de ces rayons la situation ne s'est pas améliorée jusqu'à présent ». (*Pravda* du 14 juillet 1932).

La *Pravda* du 23 août nous donne l'état suivant du stockage pour l'Ukraine : « Au 21 août, nous avons le tableau suivant ; le plan annuel du stockage pour les kolhoges et les économies individuelles est réalisé dans la proportion de 5,9 % pour le plan annuel, et de 20,4 % pour le plan du mois d'août.

« Comme faits négatifs, il faut noter que la réalisation du plan dans les régions les plus orientales de l'Ukraine, les régions d'Odessa et du Dnierprostroï ne s'est élevée qu'à 10 % du plan annuel et à 30 % du plan d'août. Le stockage est complètement mauvais dans la région de Kiev, car le plan annuel est réalisé pour 2,9 % et le plan d'août pour 11,2 %.

« Dans toute l'Ukraine, le plan annuel, réalisé par les kolkoziens est de 5,8 %, et celui d'août de 20,7 %. Les économies individuelles semblent être totalement oubliées. Le plan annuel de ces économies est réalisé pour 0,7 % et celui d'août pour 2,7 %.

« Les sovkhozes semblent avoir complètement oublié leur « expérience » de l'année passée. Les sovkhozes de l'union grainetière des sovkhozes n'ont donné que 29,3 % du plan annuel et 51,2 % du plan d'août, etc. ». Il faut signaler l'abaissement de la qualité des produits agricoles, ainsi que le fait la *Pravda*, du 24 août. En date du 5 septembre, les *Isvestia* signalent toujours la diminution des ensemencements dans les régions d'Ukraine, notamment Kiev.

Or, les faveurs fiscales que nous avons signalées sont consenties aux paysans non pas en tant *que kolkhozes mais bien en tant que petits propriétaires au sein des kolkhozes.* Commentant le décret du 6 mai, les *Isvestia*, indiquent que « les années précédentes, on exemptait d'impôts un certain minimum de revenus par consommateur (à l'intérieur du Kholkoge). Cette année, au contraire, la loi donne aux commissions fiscales de rayon et de village le droit d'exempter d'impôt les kolkhozes pauvres, ainsi que certains membres du Kholkoze et cultivateurs individuels »; de plus, pour stimuler la livraison du blé à l'Etat, on dégrève jusqu'à 25 % les kolkhozes qui effectueront la livraison à temps.

Il est très intéressant de mettre en opposition avec les mesures prises celles que Rakovsky proposait : « *Dans le domaine de l'économie agraire : « une contraction brutale du koulak » sans cependant le priver définitivement des stimulants d'une activité économique. Le passage à l'impôt sur la production, vis-à-vis du paysan moyen, pour lui donner la possibilité de disposer dans une certaine mesure de sa production retardataire ou tout au moins envisager une telle possibilité qui couperait court à son enrichissement. Dans ces conditions, on pourra fixer la proportion de l'impôt sur la production à un niveau dépassant l'actuel impôt agricole. Acquérir la principale part de la production qui lui reste, en lui vendant des produits manufactures à un prix élevé. Il se peut que dans ces conditions, il soit utile d'augmenter le fonds des produits manufacturés au compte de l'importation en échange de produits agricoles, abandonner définitivement (en fait cela est déjà fait), toute tentative de collectivisation généralisée et de liquidation du koulak. Reprendre les ressources éparpillées de la production jetées à la campagne lors de la période de « la croissance impétueuse » des kolkhozes. Concentrer ces ressources de la production dans les kolkhozes les plus viables, avec une prédominance de la paysannerie pauvre, les transformer en une base matérielle d'organisation d'une union de paysans pauvres* (1). »

Comme toujours, l'opposition de gauche n'a jamais dévié; la ligne principale suivie par elle est d'implanter la lutte de classes à la campagne, de façon telle que le pouvoir soviétique en tire profit contre le capitalisme agraire. Et un des points capitaux est *l'organisation indépendante de la paysannerie pauvre*; or, aucun des décrets dont nous avons donné l'analyse ne s'en inquiète. Cela équivaut à laisser au paysan moyen et au koulak qui bloque avec lui la liberté d'action. D'autre part, la constatation faite dans le décret du 3 septembre de la dissolution des kolkhozes par suite d'un partage des terres reste sans sanctions pratiques. On se contente d'interdire ces transactions, au lieu de reviser les kolkhozes viables et non viables et de renforcer les kolkhozes viables ainsi que Rakovsky l'indique, en prenant le paysan pauvre comme charnière politique des kolkhozes.

D'autre part, l'impôt est fixé en consisération du revenu et non de la production. C'est-à-dire que le calcul de l'imposition réduite du paysan moyen n'est pas faite de façon à le soustraire à l'influence du koulack en même temps qu'à empêcher son enrichissement. Rien de tout cela n'est fait. Le caractère particulier des mesures prises est l'abandon, une fois de plus, du paysan pauvre, l'absence de toutes mesures pour couper court à l'enrichissement du paysan moyen, mais bien au contraire à le satisfaire sur la ligne de moindre résistance, ce qui pose le problème mis en avant par Rakowsky, à savoir si le paysan moyen se contentera de la Nep ou s'il exigera une *neo-nep* ? C'est là tout le nœud de la situation agraire de l'U.R.S.S. à l'heure présente.

L'INFLATION

Les conséquences d'un tel état de fait ne manquent pas d'avoir leurs répercussions immédiates sur l'industrie et sur la classe ouvrière. En effet, la réduction du stockage du blé, ainsi que nous en avons rendu compte, non seulement rend encore plus difficile l'approvisionnement des villes, mais réduit ses possibilités d'exportation. De plus, la situation du marché mondial que nous avons analysé précédemment, réduit les possibilités d'industrialisation en aggravant le manque de ressources réelles. La chose est d'autant plus grave que la situation de l'industrie est précaire et qu'on se trouve contraint de combler les brèches les plus profondes par un accroissement d'importations. Par exemple, la situation dans l'industrie du fer et de la fonte, sur la situation déficitaire de laquelle nous reviendrons, élève à 90.870.000 roubles l'importation des articles en fer, fonte et acier. Mais un danger, sur lequel Rakosvky a insisté et qui est l'*inflation*, tend à s'amplifier. C'est-à-dire que l'utilisation de ressources fictives, en même temps *que le change* influent sur les relations extérieures (1). En effet, la dualité monétaire s'implante de plus en plus officiellement en U.R.S.S. Le développement des « Torgsyn » ou magasins d'Etat, *qui n'acceptent que le paiement en monnaie étrangère* s'étend en U. R. S. S. De plus, la réouverture du marché libre, où la taxation des prix ne sévit pas, donne la juste mesure de la valeur réelle du rouble déprécié. Parallèlement, la rupture du plan financier ne permet pas d'en arrêter les effets. Pour les cinq décades du 3e quartier de l'année, par exemple, le plan financier n'est réalisé que dans une proportion de 35,1 %. La réalisation des 64,9 % restant est complètement délaissée (*Izvestia*, 2 septembre 32). D'autre part, au manque de ressources, on remédie par de nouveaux emprunts, dans lesquels la participation ouvrière est la plus forte, réduisant d'autant les moyens d'existence réduits du prolétariat. C'est ainsi que le 4e emprunt d'industrialisation de 3.2 milliards de roubles a été couvert au 10 juillet, jusqu'à concurrence de 1.950 millions de roubles, par les ouvriers et employés, et de 1.225 par la paysannerie (*Pravda*, 17 juillet 32.) (*A suivre.*)

(1) Le décret du 7 mai précité ramène ce chiffre à 1.103 millions de pouds.

(1) *Lutte de classes*, n° 38, mai 1932.

(1) Voir à ce sujet les *Lettres d'U. R. S. S.* publiées dans le n° 42 de *La Lutte de classes*.

L'Imprimerie de la Maison des Syndicats et la démocratie syndicale

La *Vérité* a déjà relaté les incidents provoqués par le Bureau de la XXe U. R. à l'Imprimerie de la Maison des Syndicats. Alors qu'un de nos camarades travaillait à la confection de la « Lutte de Classes » Arrachard et Raynaud, bientôt suivis d'une douzaine de copains du bâtiment vinrent le sommer de rectifier un certain nombre de faits à juste titre énoncés dans notre compte rendu de Bullier. Notre camarade ne se laissa pas intimider par les menaces proférées par quelques-uns et répondit vertement. Raynaud ordonna sur le champ que l'imprimerie cesse tout travail pour l'opposition, ce qui occasionna un léger retard dans la parution de notre « Lutte de classe » en août.

La Commission exécutive s'adressa le 6 septembre par la lettre ci-dessus au Conseil d'administration de la Maison des Syndicats :

« *Camarades,*

« *Le refus de faire pour notre organisation des travaux nous a été signifié. Nous tenons à ce que vous en formuliez les raisons. Nous ne pouvons nous contenter des gestes et des paroles de colère de camarades responsables. Depuis près d'une année, nous travaillons régulièrement avec l'imprimerie de la M. des S. Nous avons tenu nos engagements malgré de grosses difficultés, aussi en tant que syndiqués unitaires, nous nous étonnons d'une pareille mesure arbitraire et désirons en connaître les causes.*

« *A vous lire. Salutations communistes.* »

C'est le 29 septembre que Boullé nous répondit en tant qu'administrateur délégué, par ces lignes :

« *En réponse à votre demande, nous vous confirmons que l'Imprimerie de la Maison des Syndicats est avant tout à la disposition des organisations syndicales, s'il arrive qu'elle travaille pour des organisations politiques comme la Ligue communiste (Opposition) elle ne peut le faire qu'autant que ces organisations ne portent pas préjudice à la marche de l'Imprimerie et agissent en camarade et non en ennemi.*

« *Responsable uniquement devant les syndicats, la Maison des Syndicats ne connaît les groupements extérieurs que comme clients.*

« *Votre étonnement à l'égard de la décision prise par l'Administration de la Maison des Syndicats est vraiment surprenant après les provocations formidables de votre part qui ont entraîné les incidents que vous savez dans l'imprimerie même avec les membres de diverses organisations syndicales.*

« *Nous avions le devoir d'empêcher ces incidents de prendre une tournure plus regrettable encore, ce que nous avons fait en vous priant de sortir ce jour-là.*

« *C'est pour éviter le retour d'incidents semblables qui ne manqueraient pas de se produire encore de par votre attitude provocatrice et pour satisfaire à la demande expressément formulée par des organisations syndicales dont nous devons garder la clientèle à l'imprimerie que nous avons pris cette décision de ne plus imprimer vos écrits.*

« *S'il fallait d'autres justifications, la campagne systématique d'attaques contre l'Union et ses syndicats suffirait.*

« *Salutations révolutionnaires.* »

Nous répondrons à cette lettre par quelques questions :

1° Quand notre organisation a-t-elle *porté préjudice à la marche de l'imprimerie ?*

2° N'est-ce pas Arrachart et Raynaud qui ont provoqué l'incident en rentrant dans l'imprimerie sommer un de nos camarades de s'expliquer sur un compte rendu des assommades de Bullier dans la *Vérité*.

3° Quelles sont les organisations syndicales qui ont « expressément formulé » la volonté de ne plus se fournir à l'imprimerie si nos *écrits* y étaient imprimés ?

Bien entendu le « Conseil d'Administration » se taira car il ne pourrait répondre à ces trois questions dans le sens de sa lettre qu'en mentant effrontément.

Mais ce qui est le comble, c'est la dernière phrase de cette lettre : « S'il fallait d'autres justifications la campagne systématique d'attaques contre l'Union des Syndicats suffirait. »

Attaquer l'orientation syndicale actuelle de la XXe U. R., considérer la bureaucratie menée par Raynaud comme une plaie pour la XXe U. R., c'est-à-dire exercer son droit de syndiqués et de fractions syndicales, c'est justifier l'interdiction des services payés d'une coopérative unitaire ! Avec de tels principes de gestion du conseil d'administration, tous les efforts des copains de l'imprimerie pour faire face aux difficultés croissantes risquent fort d'être vains et les copains dont le nombre d'heures de travail sera réduit sauront à qui s'en prendre.

Quant à nous, cette brimade idiote nous contraint à faire imprimer nos « écrits » chez des imprimeurs bourgeois, belle avance pour les naufrageurs de la C.G.T.U.

La lutte pour le pain dans les P.T.T.

Vers l'unification du prolétariat postal ?

(Voir « la Vérité » numéros 125, 126 127).

Avant de conclure, il eut été nécessaire de montrer la position des organisations syndicales autres que la F.P.U. et la F.P.C.; leur attitude ne diffère pas beaucoup de celle de la F. P.C. sauf qu'elles peuvent prétendre porter une responsabilité moindre dans notre situation, ayant moins l'oreille de l'administration.

Il eut été aussi nécessaire de rappeler les mouvements partiels contre la circulaire Queuille; la place nous a manqué, notons qu'il y en a eu d'assez importants.

En face de quelle situation nous trouvons-nous ?

D'abord devant des mesures de compression du personnel, d'aggravation des conditions de travail, de diminution du salaire pour les auxiliaires, mesures déjà appliquées ou en voie d'application; ensuite, à bref délai, en face d'une attaque contre nos traitements, (les décisions du conseil des ministres du 7 octobre le prouvent).

Le prolétariat postal est dispersé (pour les organisés, c'est-à-dire encore la minorité du personnel) dans plusieurs Fédérations Syndicales et catégoristes, affaibli par le rôle de freineurs, de traîtres aux intérêts de l'ensemble du personnel que jouent la plupart de ces organisations.

La F. P. U. prend ce prétexte pour déclarer qu'elle s'adresse aux inorganisés pour les entraîner dans ses rangs et devenir ainsi incontestablement la plus forte Fédération postale.

Mais la première des tâches de la F. P. U. reste l'unification du prolétariat postal, organisé ou non; pour cela, il faut élaborer un plan de résistances aux mesures administratives et appliquer une tactique permettant d'entraîner *tout* le personnel sur ce plan avec ou sans (c'est-à-dire contre) les dirigeants d'autres organisations.

Les revendications posées par la F.P.U. sont justes, mais encore doivent-elles être complétées par des propositions pratiques de résistance (par ex.: travail réglementaire, respect strict des attributions, etc.).

Et là encore, au premier plan de nos préoccupations, nous devons poser le *problème du front unique* tout en montrant que c'est la fusion des différentes organisations, sous réserves de la démocratie syndicale et du droit pour toute tendance de lutter pour la conquête de la direction de la centrale unique, qui permettra de réaliser l'unité syndicale, et combien les deux questions sont liées.

L'une des principales propositions de F.U. est la lutte pour la reconnaissance de la F.P.U. pour briser le carcan dans lequel nous enserrent l'administration, et les chefs de toutes les autres organisations syndicales.

A tous les échelons, par bureau, central télégraphique et téléphonique, ligne d'ambulants, il faut que les groupes unitaires élaborent un cahier de revendications s'opposant aux nouveaux tableaux de service et faisant des propositions pratiques de lutte, il faut que ces groupes s'adressent aux groupes confédérés autonomes et autres, et bien entendu à leurs responsables, pour proposer la lutte commune pour ce cahier de revendications, des réunions communes pour l'étude des moyens de lutte, des assemblées communes, des délégations communes auprès des directions inférieures, etc.

Régionalement et nationalement, suivant la même tactique, les organisations unitaires doivent s'adresser aux organisations confédérées, autonomes et autres, pour des meetings communs, pour la lutte commune sur des points concrets.

Il faut répéter ces propositions d'orgnisation à organisation, sans se lasser, même après de multiples refus; c'est la seule méthode permettant à la F.P.U., d'acquérir une influence toujours plus grande chez les inorganisés, les confédérés, autonomes, etc. C'est la condition de la victoire des travailleurs des P.T.T.

Pas une réunion, un meeting des autres organisations sans propositions de participation aux confédérés, autonomes et à leurs dirigeants.

Pas une réunion, un meeting des autres organisations sans l'offre unitaire du front unique d'organisation à organisation toujours sur des points précis ; l'exemple des meetings des 8 et 9 août est probant.

La F. P. U. sera-t-elle capable de réaliser ce tournant indispensable pour réveiller l'ensemble du prolétariat postal, lui faire prendre conscience de sa force et ainsi empêcher les décrets ministériels de misère et surexploitation ?

Aucune réponse catégorique ne peut être faite; dans la mesure où les spndiqués unitaires comprendront qu'il faut en finir avec les erreurs sur le F .U. inséparables de celles sur l'unité syndicale, dans la mesure où ces camarades agiront nombreux dans l'organisation, la F.P.U. *pourra* être à la hauteur de sa tâche.

Aussi souvent que possible nous reviendrons dans la *Vérité* sur des problèmes particuliers intéressants tous les travailleurs des P.T.T. dès maintenant, que ceux-ci nous écrivent nombreux leurs avis et critiques pour que nous puissions nous rencontrer et coordonner nos efforts.

Un postier.

LA VIE OUVRIERE

Après la grève de Fougères

LA MISERE OUVRIERE

Un correspondant ouvrier nous écrit :

Il y a plus de 3.000 chômeurs inscrits. Environ 1.000 ouvriers sont casés dans d'autres centres, ce qui fait 4.000 ouvriers sur 8.000 qui n'ont pas été repris. Pour les maisons qui ont repris : travail aux pièces, et bientôt à la chaîne. Ajoutez le chômage partiel, plus les diminutions subies, c'est le salaire de famine.

Pour la moyenne des ouvriers qui étaient les mieux payés, soit 300 fr. par semaine avant la grève au moment de la saison, c'est maintenant 100 fr., et à la saison, s'il y en a une, ils ne pourront dépasser les 200 fr.

Même les petits salaires ont été touchés. Il y en a qui n'atteindront jamais 100 fr. par semaine. Une femme qui est venue tous les jours à l'atelier voir si elle avait du travail car il faut se déplacer, a fait quelques heures aux pièces; elle a emporté à la fin de la semaine 3 fr. 50. Elle n'a pas droit à la caisse de chômage car elle travaille.

Après 7 mois de grève, aucune solidarité n'existe. Il y a beaucoup de licenciements. Une usine de 300 en a repris 50. A mon avis, cette grève n'a rien apporté au développement de la lutte de classe. Comme éducation profonde parmi la masse, rien n'a été fait. Tout reste à faire, surtout parmi les membres du parti qui n'ont aucune éducation de classe.

Les ouvriers habitant en dehors du centre de Fougères n'ont pas droit à la caisse de chômage. Les maires, gros fermiers de ces régions s'opposent en vrais chouans à toute aide aux ouvriers.

Des Comités de chômeurs et Groupements se sont fondés et fonctionnent. Nous espérons obtenir satisfaction. — G.

ENFIN ! LE S.R.I. SUR LA BONNE VOIE

Au moment où l'on parlait de fonder un « Comités de Scottsborough » et des « Comités d'Amnistie », nos camarades de la L. C. préconisèrent des propositions de front unique adressées aux organisations se réclamant de ces deux causes (Ligue des Droits de l'Homme, Parti Socialiste, C. G. T., C. G. T. S. R., etc,) ; à ce moment on nous accusait de vouloir faire front unique avec Blum et Jouhaux Un soir même, le camarade Chauvet refusa l'adhésion de la L. C. au Comité National de Scottsborough pour la même raison. Pourtant, sans nous lasser, et du haut de la tribune du Congrès Régional de la R. P. du S. R. I., nous avons renouvelé nos propositions.

A cette époque, le S. R. I. aurait tiré bénéfice de l'initiative de la formation de tels Comités.

Depuis, un tournant s'est effectué. Le mot d'ordre est au « front unique à tous prix ». Si bien que nous apprenons (n° de la *Défense* du 5 octobre) que le S. R. I. a accepté d'entrer dans le Comité National d'Amnistie où voisinent dirigeants de la L. D. H., des syndicats confédérés (Jouhaux) des syndicats autonomes, du parti socialiste, etc.

Mieux vaut tard que jamais. Bureau, dans son article, nous dit que le S. R. I. garde son indépendance ; il ne manquerait plus que ça qu'il l'aliène !

Mèche.

LA VIE DU C. I. DU 20e

Le Comité Intersyndical du 20e est reconstitué. Sa dernière assemblée, quoique les assistants furent peu nombreux comparativement au nombre de syndiqués habitant le 20e, a décidé de se mettre sans plus attendre au travail pour le bon fonctionnement du C. I.

Un comité provisoire a été nommé qui a élu son bureau, un certain nombre de décisions dont la réalisation permettra d'assurer la vie du C. I. ont été prises. Nous faisons appel a tous nos lecteurs habitant le 20e pour qu'ils apportent leur part d'activité à la tâche importante qu'est dans le 20e arrondissement la vie d'un Comité Inter sur l'importance duquel nous reviendrons.

Qu'ils passent à la permanence mardi, jeudi, vendredi, samedi, de 17 à 19 heures. Dimanche de 10 à 12 h. et prennent les liaisons nécessaires au travail.

BELFORT

Congrès Syndical

La 5e Union Régionale des syndicats unitaires tenait son congrès dimanche 25 septembre, à Belfort.

Ce Congrès revêtait une importance particulière, parce que le bureau régional était en lutte ouverte contre la direction confédérale, conséquence de l'attitude de Jacob et Rassinier, pendant et après les élections de mai dernier.

La séance du matin commença peu après 9 heures et fut présidée par le camarade Schmitt, secrétaire du Syndicat des métaux de Belfort.

Une atmosphère de méfiance planait dans la salle entre les deux clans ; je dis deux clans, car le mot de tendance ne répond pas à la position prise par les adversaires.

Avant le débat sur le rapport moral, Jacob déclara qu'il n'était pas candidat pour le secrétariat de l'Union. Une longue discussion sur le rapport moral, où les adversaires ont apporté des arguments de toutes sortes, même ceux déjà anciens et qui n'avaient rien à faire dans ce débat. Enfin, un vote sanctionna ce débat, 32 mandats contre et 16 pour. Le bureau régional est battu.

Plus pénible et plus longue encore fut la discussion sur le rapport financier, contesté sur plusieurs points ; il fut l'occasion qui détermina de nombreuses interventions et il eut un sort analogue au rapport moral.

En ce qui concerne le secrétariat, le nom de Farrat a été indiqué ; attendons pour être fixé définitivement sur le titulaire et sur le siège, car le local actuel reste au bureau sortant. Il ne reste plus de matériel disponible et la caisse est vide.

Maintenant, sans doute, nous nous trouvons en présence d'une nouvelle scission. Cet état de chose est regrettable, et démontre que la démocratie syndicale n'existe que pour ceux qu'elle favorise. Les autres la piétinent, et ceci d'ailleurs réciproquement. Cependant, un bon syndicaliste doit s'incliner devant la majorité. Les déclarations de Jacob et de Rassinier et de leurs partisans ne permet pas cet espoir.

La C.G.T.U. avait délégué Racamond et Galopin pour défendre la position confédérale. Il ne reste plus qu'à attendre les dirigeants à l'œuvre et à les juger aux résultats.

Guyon.

RÉGION CHARENTAISE

Comment toucher des paysans ?

La presse bourgeoise a longuement commenté la visite ministérielle chez les paysans charentais à l'occasion de la statue élevée à Surgères à Eugène Biraud, fondateur de la première laiterie coopérative, mère de l'Union, qui compte aujourd'hui près de 80.000 sociétaires dans les Charentes et le Poitou.

Le *Prolétaire*, journal communiste régional, a commencé une étude sérieuse de cette excellente « *affaire* » pour les parasites de toutes sortes qui en vivent, au grand dam des paysans, dont le lait, payé 50 et 60 centimes, est livré à la consommation à 1 fr. 40 et 1 fr. 50.

Il est indéniable que le mécontentement des paysans producteurs de lait est très grand et que le parti devrait être à la tête de ce mouvement.

Comment ?

L'article de J. Desnots (*Cahiers du Bolchevisme* du 1er sept. 32) est un réquisitoire contre l'incapacité de la direction à comprendre la question paysanne et l'explique par le fait que l'on se refuse à s'occuper des *revendications immédiates.* » *Il semble*, dit-il, *que la faculté de savoir observer et de discerner la revendication locale immédiate soit à jamais éteinte dans les cadres dirigeants du parti* ».

Desnots souligne la tendance dangereuse « *par contagion, d'un grand nombre de militants régionaux qui en reviennent, et bon train, à la seule réunion publique comme moyen de grouper les masses et les entraîner derrière le parti* ».

Cette tendance est celle de la direction régionale, écrasée physiquement par le travail administratif et qui s'épuise par de nombreuses réunions publiques dans les villages.

Pour le cas concret présent qui englobe une partie imposante de la paysannerie, il faut charger le camarade de Surgères, auteur de l'étude du *Prolétaire*, ainsi que le camarade de Mauzé (Deux-Sèvres) très compétent, de ramasser la documentation sur la question des coopératives de laiterie, non pas des généralités, mais des faits, des chiffres et des noms. Recenser les membres du Parti sociétaires. Les organiser en fractions : régionale et locale. Leur faire des réunions particulières. Les faire intervenir dans les assemblées générales. Envisager un bulletin polycopié diffusé parmi les autres sociétaires dans les villages.

Travail obscur, sans éclat, revêche, très long mais qui sera fructueux bien plus que cent réunions publiques.

C'est ainsi que nous toucherons réellement la paysannerie, d'autant plus que le même effort doit être fait chez les paysans viticulteurs aux intérêts particuliers puisqu'ils cultivent la vigne pour la seule distillerie des eaux-de-vie de Cognac.

R. C.

Monnet Margueritte et Cie

(*Suite de la page* 1)

Mais ce qui comptera pour les communistes sérieux, ce sont les réactions soulevées dans les rangs des ouvriers socialistes par l'action en commun *pour si peu qu'elle ait été menée, pour si vague et général qu'ait été son objectif.* Au compte rendu du Grand-Orient, plusieurs centaines d'ouvriers socialistes de la région parisienne ont conspué Longuet et les représentants de la direction socialiste, des boycotteurs de l'action en commun des ouvriers, les serviteurs patentés de la défense nationale. Cette manifestation démontre la volonté de combat de larges couches d'ouvriers retenues dans la social-démocratie ; elle mesure les ressources contenues dans les rangs social-démocrates et auxquelles une politique efficace du parti communiste ouvrirait l'issue vers les rangs communistes. D'après ce que produit le « front unique des personnalités » réalisé sur la base de la charte barbussienne, nous pouvons mesurer les résultats que donnerait une action de classe proposée et engagée ouvertement par les organisations ouvrières pour des objectifs concrets.

Mais à l'heure même où Margueritte claque les portes et où Monnet flanche, la pression des faits place la politique amsterdamienne devant une nouvelle étape. Le Comité d'initiative convoque un *Congrès de toutes les organisations spndicales de toutes tendances* pour la lutte revendicative immédiate. La « *proposition du front unique aux organisations réformistes* » qui était hier une « *trahison contre-révolutionnaire trotskyste* » devient acceptable si elle est placée sous l'égide des Comités du Congrès d'Amsterdam.

Il est clair, au contraire, que si l'initiative de cette lutte avait été prise devant les ouvriers ouvertement par l'avant-garde communiste, l'avant-garde communiste et le prolétariat entier en tireraient un avantage bien meilleur. Il est clair qu'engagée dans la confusion, elle risque de demeurer sans résultat positif. Pour que le pas fait dans la voie du rassemblement de classe des ouvriers dans la lutte, dans la voie du front unique de lutte proposé ouvertement par le parti communiste et les syndicats unitaires aux organisations ouvrières socialistes et réformistes soit un pas efficace, il est nécessaire que les meilleurs militants éclairent la route du parti en répudiant la confusion pacifiste, en reprenant *franchement* la conception léniniste du front unique défendue par l'oppositions de gauche. Les virages et les zigzags dans la nuit ne peuvent que fourvoyer le parti. Avant ce Congrès des *syndicats de toutes tendances* il est temps d'éclairer le parti.

Le parti communiste est une grande force qui doit représenter et servir la volonté de lutte de milliers et de milliers d'ouvriers. Il ne suffit pas pour éclairer sa marche dans la nuit, dans laquelle l'aveugle la bureaucratie, de petites lueurs clignotantes comme celles qu'on découvre dans les pages des *Cahiers du Bolchevisme : « Oublier l'ennemi, la bourgeoisie, faire des propositions de front unique en espérant qu'elles seront repoussées, considérer cette tactique comme une manœuvre et non comme nécessaire pour entraîner dans la lutte et gagner à nos méthodes les jeunes socialistes et sans parti, voilà quelques aspects des tendances qu'on trouve sur cette question. Les résultats en sont la pratique du grignotage parmi les membres de la jeunesse socialiste et non le travail de masse détachant de larges couches de jeunes socialistes de leur organisation* ».

POUR LA PRÉPARATION DU C. C. N. DE LA C. G. T. U.

L'organisation et la tactique des luttes revendicatives

Cet article fait suite à ceux qui ont été publiés dans les deux numéros précédents de la Vérité *pour la préparation du Conseil Confédéral National de la C. G. T. U.*

Le prochain C. C. N. de la C. G. T. U. au lieu de marquer une étape dans la reprise, risque fort bien de se résoudre en un nouveau nœud coulant passé au cou du mouvement syndical révolutionnaire en France. C'est là, au moins, ce qu'on doit attendre de la « préparation idéologique » qu'est en train d'y faire la bureaucratie unitaire.

Pour tout élément politiquement responsable au sein de la classe ouvrière, se pose aujourd'hui le problème : **comment repousser l'attaque du patronat contre les conditions de vie** et les conquêtes du prolétariat, comment augmenter la résistance et la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. C'est le problème principal de l'heure, c'est le problème en fonction duquel devraient être recherchés et la stratégie et la tactique à suivre. Mais ce n'est pas le problème que se pose la bureaucratie de la C. G. T. U. Pour elle, le problème est le suivant : comment faire avaler comme excellente une politique qui a amené la C. G. T. U. à la dislocation et comment démontrer la supériorité de ses formules, face aux formules de la bureaucratie de la C. G. T. Le dernier numéro de **La Vie Ouvrière** est tout à fait caractéristique à ce sujet. On n'y trouve pas la tentative d'un examen sérieux de ce qui s'est passé depuis **Magic-City** ; au contraire, les problèmes essentiels du mouvement syndical dans la situation présente sont laissés de côté, ou — ce qui est pire — sont envisagés dans un esprit de boutique et dans le but de semer la confusion.

Trois sont les problèmes sur lesquels la C. G. T. U. semble vouloir orienter les travaux au prochain C. C. N. : **Les questions d'organisation** ; le **Congrès revendicatif** préconisé par le Comité national soi disant de lutte contre la guerre sur la base du programme d'Amsterdam ; la **journée de 7 heures**. Quant à la ligne politique et à la tactique, la bureaucratie de la C. G. T. U. semble bien décidée à s'en tirer par a répétition, plus ou moins convaincue, des formules creuses de Magic-City et que rien n'y est à changer. On aurait, en somme, la répétition sur une échelle plus ample et avec les variations imposées par le décor, du même spectacle décevant qui nous a été offert par le Congrès du textile du Nord et par celui des métallos de la région parisienne.

Les questions d'organisation sont devenues pour la bureaucratie de la C. G. T. U. quelque chose de plus d'un dada : elles constituent la couverture sous laquelle elle tente de cacher ses innombrables méfaits politiques.

Les effectifs à la C. G. T. U. baissent-ils de façon verticale ? La faute en est à l'organisation. Nous ne sommes pas bien organisés à l'usine, nos sections syndicales ne fonctionnent pas bien ; notre politique est juste, notre tactique encore plus, mais notre organisation est défectueuse, elle ne réussit pas à traduire comme il faut, le sens exact de notre politique. Les grèves sont-elles perdues ? La faute en est à l'organisation. Notre section syndicale n'a pas su faire ceci et cela ; le Comité de grève a été élu trop tôt ou trop tard ; il n'était pas suffisamment homogène, ou il était trop homogène, ou il a manqué à droite ou il a manqué à gauche. Telle campagne, mettons celle pour les 7 heures ne réussit pas à entraîner les masses qui, dans la situation actuelle considèrent mieux la semaine de 40 heures soutenue par la C. G. T. ? La faute en est à l'organisation qui ne sait pas pénétrer la justesse de nos mots d'ordre dans la tête des ouvriers et les entraîner à la bataille...

Or, les problèmes d'organisation sont sans aucun doute importants, mais à la condition qu'ils soient résolus sur la base d'une juste politique. Lorsque, au contraire, on se serve — comme le fait la bureaucratie de la C. G. T. U. — des problèmes d'organisation, **pour empêcher la discussion de la politique** et pour imposer une politique qui ne tient pas debout, alors on falsifie aussi les problèmes d'organisation. Pour tout marxiste, l'organisation n'est qu'un aspect de la politique. Si l'organisation ne marche pas, ce n'est donc pas en elle-même, mais dans la politique qu'on doit y chercher la solution. Ce qui revient à dire qu'il faut suivre le chemin déambulant opposé à celui que suivent les dirigeants de la C. G. T. U.

Quand nous avons, pour la première fois eu dans la presse du Parti et de la C. G. T. U. la proposition d'un **Congrès national revendicatif convoqué par le comité soi disant de lutte contre la guerre**, nous nous sommes frotté les yeux. tant la chose nous paraît impossible. Quoique habitués à toutes sorte de trouvailles de la part des staliniens nous hésitions à croire à leur nouvel exploit. Pourtant la chose est vraie, et c'est vers ce nouve **limbroglio** qu'après l'**imbroglio** d'Amsterdam, s'oriente la C. G. T. U.

Nous ne faisons pas ici, évidemment, une question de « prérogative » du syndicat, nous n'avons aucune intention de noyer une question importante comme celle des revendications ouvrières, dans quelques formules méthaphysiques. Mais, quand même, nous sommes forcés de poser cette question : à quoi diable servent-ils, les syndicats « unitaires » ? Car, enfin, depuis pas mal de temps, il semble que leurs dirigeants se préoccupent surtout à démontrer qu'au point de vue syndical ces organisations n'ont rien à faire. Voici quelques exemples : On ne sait au nom de quels principes, les dirigeants de la C. G. T. U. ont déclaré maintes fois qu'ils ne signeraient jamais un contrat de travail dans lequel est sanctionné une diminution des salaires. Cela veut dire que les syndicats unitaires abandonnent pratiquement le prolétariat pendant toute la période de retraite. Mais n'est-il pas évident que des syndicats pareils se coupent toute possibilité de guider la classe ouvrière aussi dans les périodes d'offensive ? Encore : les dirigeants « unitaires », d'après la théorie de la « direction indépendante des grèves », ont établi le principe selon lequel les grèves doivent être dirigées non par les syndicats, mais par les comités de grèves et c'est aux comités de grèves qu'il appartient de signer les contrats avec le patronat ! Nous reviendrons encore sur ces problèmes, mais dès maintenant on peut affirmer qu'en agissant de la sorte les dirigeants « unitaires » détruisent les fonctions du syndicat, et par là le syndicat lui-même.

Enfin, voici qu'un Comité fantôme, qui ne représente personne, qui se base sur une plate-forme — celle du Congrès d'Amsterdam — dont tout le monde,, quoique pour des raisons différentes, se moque, lance la proposition d'un Congrès revendicatif ! Et les syndicats unitaires qui devraient, eux, prendre l'initiative d'une vaste campagne de front unique, approuvent une initiative pareille, bien que sachant que son seul résultat sera de rendre plus difficile, d'empêcher même la lutte commune de tous les ouvriers contre le patronat

La question de la journée de 7 heures est de beaucoup la plus sérieuse. Mais « l'esprit » dans lequel elle est traitée est toujours le même. Le problème de savoir comment mobiliser toute la classe ouvrière contre le patronat, cède la place à des dissertations oiseuses, dont la plupart sont fausses, sur la supériorité des 7 heures par jour, sur les 40 heures par semaine. Mais est-ce que de cette façon on mobilisera un seul ouvrier pour la lutte ? Evidemment non. Nous avons indiqué la semaine passée l'attitude que la C. G. T. U. devrait prendre en l'occurrence c'est-à-dire, proposer, particulièrement à la C. G. T. la lutte commune pour arracher les 40 heures par semaine telles qu'elles sont préconisées par la C. G. T. elle-même. C'est le seul moyen pour mettre en mouvement les masses, c'est le seul moyen pour arracher les 40 heures par semaine, d'abord et les 7 heures par jour, ensuite.

Mais si le prochain C. C. N. au lieu d'examiner réellement l'expérience, suit « la ligne » indiquée par les bureaucrates, il n'aidera ni à arracher les 7 heures par jour, ni les 40 heures par semaine ; il aidera seulement, comme nous l'avons dit au commencement, à passer un nouveau nœud coulant au cou du mouvement syndical révolutionnaire

LA VIE DU PARTI

La vie politique dans le 14e arrondissement

Il y a plusieurs mois, le sous-rayon du 14e, dans une assemblée qui précédait la réorganisation du rayon dans la région parisienne, s'était tracé un certain nombre d'objectifs, particulièrement l'orientation de son travail vers les entreprises. Le Comité de rayon, dans un bulletin de septembre 1932, examine dans quelle mesure ces objectifs ont été atteints. Laissons-lui la parole :

« *Si l'on examine de quelle façon ont été réalisés ces deux objectifs principaux de notre plan, on doit reconnaître franchement qu'aucun pas n'a été fait dans le renforcement de notre travail à l'entreprise ; alors que des cellules comme celles des P.T.T.B. et des P.T.T.C. (fortes respectivement l'une de 9 membres, l'autre de 7 membres) ont à l'intérieur de leurs entreprises des possibilités immenses de travail, pas un effort n'a été fait pour la réalisation du front unique sur la base des revendications immédiates. Nos cellules de rues ne s'orientent pas vers un objectif précis. De plus, on sent une certaine résistance au travail vers l'usine...* »

***

Le rayon s'était également fixé un certain nombre d'objectifs dans la lutte contre la guerre. Voici ce que dit le *Bulletin* de rayon :

« ... *Toutes nos faiblesses dans la lutte contre la guerre impérialiste se montrent particulièrement dans cette dernière période.*

Dans le rayon, ces faiblesses se sont manifestées dans la préparation de la Semaine contre la Guerre, ainsi que dans l'organisation du 31 juillet et du 1er août.

Dans l'ensemble, nos objectifs n'ont pas été atteints et l'on ne peut dire véritablement que nous avons réussi à créer un mouvement de masse contre la guerre impérialiste... »

Devant un pareil bilan réel, il fallait bien le bluff d'Amsterdam. Parlant du Congrès d'Amsterdam, le bulletin du rayon est d'ailleurs aussi explicite :

« ... *Ici encore, nous devons constater notre insuffisance, surtout en ce qui concerne notre participation au Comité d'Initiative.* Un certain trouble ayant existé dans les directives données par la région pour la constitution des Comités d'initiative, nous avons perdu un temps précieux avant de passer à la réalisation de ce travail. *Le Comité d'Initiative local formé, nous n'avons pas été capables de diriger politiquement son travail.*

« ... *Les conséquences de ce mauvais travail ont eu pour résultat de faire aboutir le meeting organisé pour l'envoi d'un délégué au Congrès à un échec complet...* »

Une observation qui s'impose : après avoir en deux pages examiné en détail ce bilan déficitaire, la direction du rayon, qui devait aborder les problèmes politiques qui règlent la liaison des membres du parti entre eux et la liaison du parti avec la classe, passe immédiatement aux problèmes d'organisation et insiste particulièrement sur le travail des fractions dans les organisations de masses. Ce qu'elle dit à ce sujet sur les rapports formels est juste, mais elle n'aborde pas du tout le côté politique qui seul peut donner une cohésion aux membres du parti entre eux et aux fractions dans les différentes organisations.

Elle dresse aussi dans ce domaine un petit bilan et nous nous rapportons au texte original :

« ... *Lorsque le Comité de rayon convoque la fraction de l'organisation à laquelle ils appartiennent, ces camarades sont généralement absents.*

« *Voici quelques exemples: le Comité de rayon convoque, afin de tenir une assemblée, tous les communistes appartenant aux organisations de masses. Résultat : 5 présents.*

« *La Commission d'organisation convoque les membres du parti appartenant au S.R.I. Résultat : 4 présents et impossibilité de trouver un responsable pour la fraction.*

« *De tels résultats sont scandaleux. Et cependant, comment en serait-il autrement lorsque l'on sait que le responsable de la section du S.R.I. membre du parti, ne fait que de brèves apparitions dans sa cellule et se refuse d'assister à la réunion de la fraction ? Comment, avec un tel état d'esprit, ce camarade peut-il appliquer la politique du parti à l'intérieur du S.R.I. et comment ne pas tomber dans les erreurs graves,* telle la désignation d'un élément trotskyste au Comité d'initiative ?... »

Bien entendu, il fallait encore manger un soi-disant trotskyste à cette sauce !

La conclusion du Comité de rayon sur ces questions c'est que les membres du Parti sont inactifs !

Ils le resteront et tant que les militants responsables ne se rendront pas compte que les causes de cette situation sont celles que nous dénonçons chaque jour, ils ne feront pas faire un pas à leur rayon.

***

TRAVAIL SYNDICAL. — Le Comité inter du 14e qui, dans le passé avait une vie tumultueuse parfois (un certain nombre d'anarcho-syndicalistes y étaient) mais une vie quand même, est actuellement complètement décimé. Voyons encore ce que dit au sujet du travail syndical dans le 14e le *Bulletin* du rayon :

« *C'est ainsi que chez Bréguet, Renault, la Belle Jardinière, Ballot, alors que les conditions de vie des travailleurs à l'intérieur nous donnent des possibilités de travail, nous n'avons pas été capables, jusqu'à ce jour, d'y créer des sections syndicales...* »

Effarante conclusion. — Après avoir indiqué sur toutes ces questions un certain nombre de tares, particulièrement dans des problèmes dont nous ne pouvons pas parler ici, comme ceux de la M.O.I., le Comité de rayon a cherché les solutions dans le renforcement des mesures d'organisation lorsqu'elles résident surtout dans l'éclaircissement des problèmes politiques, dans les liaisons politiques des membres du parti entre eux. Le Comité de rayon montre à quel point il est désorienté en fixant dans l'ordre suivant *les objectifs du rayon :*

« *Le 10 septembre, organisation d'une fête, avec concert et bal, au profit du rayon. Objectif : renforcement de notre propagande locale.* DEUX ADHÉSIONS AU PARTI, *et réalisation d'un* BÉNÉFICE NET *de 500 francs.*

Le 15 octobre, organisation d'une fête, avec concert et bal, au profit du journal imprimé. Objectif : 20 ABONNEMENTS, 150 *francs de collectage pour le journal et réalisation d'un* BÉNÉFICE NET *de 500 francs pour la commémoration de la Révolution russe.*

Organisation d'une assemblée populaire le 7 novembre. Parution d'un journal imprimé pour le 29 octobre. Un plan de travail, établi par la Commission d'organisation, sera remis à chaque cellule, qui devra, après discussion, sans pour cela amoindrir en quoi que ce soit son travail en cours, mettre en pratique les tâches indiquées dans ce plan pour passer à la réalisation de cet objectif.

Fonctionnement régulier de la fraction du C. I., S.R.I., C.D.H., F.S.T. avec nomination d'un bureau de fraction et en étroite liaison avec le Comité de rayon.

Amélioration de l'appareil technique : donner en cette période la possibilité aux cellules 627, 638, 631 d'avoir un petit matériel pour des cas urgents.

Recensement de la M.O.I. par nationalités et contrôle de tous les groupes de langues existant sur la base du rayon (contrôle particulier du groupe de langue italienne).

Recensement sérieux de tous les camarades chômeurs membres du parti et réorganisation du Comité de chômeurs. Objectif : 10 à 15 membres du Parti et un minimum de 150 inscrits.

Création d'une école dans le rayon : date probable : octobre. Objectif : formation de cadres.

Organisation d'un groupe de défense ouvrière de 25 camarades. »

***

C'est avec une telle confusion sur les questions importantes que l'on arrive au résultat du 25 août où l'assemblée de rayon sur les événements d'Allemagne a réuni 17 membres dont 8 membres du Comité de rayon et 5 nouveaux adhérents !

Le 14e arrondissement est très important au point de vue ouvrier. La direction actuelle du parti, par l'orientation politique qu'elle donne et le travail qui en découle, diminue chaque jour le développement du Parti.

LA CRISE DU CENTRISME

L'assemblée des cadres syndicaux de la Région Parisienne

La R. P. du P. C. fut convoquée le vendredi 30 septembre pour une discussion sur les tâches des communistes dans les Syndicats. 125 camarades du Parti, parmi lesquels un fort pourcentage de l'appareil, assistèrent à cette assemblée ; Frachon, Soupé, Reynaud, Mauvais et quantités d'autres « chefs » étaient présents.

Arrachard commença son exposé en proclamant la justesse des perspectives établies au 7e Congrès, tellement justes... qu'il fut contraint de reconnaître par la suite la formidable régression de la C.G.T.U. Arrachart ne se creuse pas les méninges (et pour cause !) pour analyser les causes de ce recul. Il se contenta de déclarer « qu'il faut absolument s'expliquer pourquoi la C. G. T. U. subit une aussi forte régression ». Cela, sans autre explication ! A plusieurs reprises, il souligna le « néant de nos résultats ». Le « groupe » n'a pas entièrement disparu, il a laissé de fortes survivances dans le Parti. Quant à la base du parti, elle ne se fait même plus entendre. Le dernier Congrès de la C. G. T. U. accusait encore une certaine vitalité. Aujourd'hui, tout le monde se tait — même au Comité régional ! — et pourtant, personne ne semble convaincu !

Les militants préfèrent discuter en dehors des réunions du Parti. Ils ont tous peur « qu'on » (qui ? on ? les bureaucrates !) « leur casse les reins ! » Nous retiendrons cet aveu d'un bureaucrate.

Un camarade de Villejuif s'étonne du profond silence de la base. A la fraction syndicale des terrassiers, on ne discuta même pas du mouvement du mois prochain. Deux C.E. furent convoqués. Sur 140 camarades, 35 répondirent !

A la C.E. des métaux, 8 répondirent sur 50 !

Dans le parti, deux courants aussi nuisibles se font jour : le scepticisme total où l'optimisme le plus béat.

La direction régionale porte le poids écrasant des responsabilités. Elle n'a rien fait pour remédier à la crise que traverse le Parti. Dans la question de la guerre, c'est la même chose — le secrétariat du C. I. de Puteaux, p. ex., a fait faillite — (ajoutons que le secrétariat est aux mains de Freijabue !)

Après l'interruption d'un camarade de Sevran, c'est un militant de Sarcelles qui nous apprend que les socialistes ont fait siffler un secrétaire de cellule qui est venu leur parler des syndicats sans être lui-même syndiqué.

La fraction des chômeurs de Villejuif attend depuis 8 mois des directives. Les fractions ne se réunissent pour ainsi dire pas. Il faut de suite changer l'orientation de nos efforts.

Un camarade cheminot souligne que pas un seul membre de la direction régionale des Cheminots n'est présent ce soir. La parole est ensuite donnée à un jeune camarade qui souligne que les masses ouvrières sont très éloignées de notre influence.

Ni la C. G. T., ni même la C. G. T. U. ne peuvent satisfaire la classe ouvrière. Il faudrait chercher de nouvelles formes mieux appropriées à ses besoins et ses revendications.

Nous avons commis plus d'une faute sur toutes ces questions, et, aujourd'hui, la région a perdu toute vitalité. Sur la question de la guerre, seule, dit-il, l'opposition de gauche a apporté une conception claire.

Devant ces paroles courageuses, la salle ne réagit pas. On sent que le Parti subit un profond malaise, dont il ne discerne pas encore les causes.

Tous les militants semblent découragés, sans perspectives, tous veulent « attendre ! »

Puis, à la grande surprise de toute la salle, c'est Timbaut qui critique violemment la direction régionale ! Il dénonce la façon dont les discussions se déroulent au sein du C. R. et conclut en disant qu'avant de convaincre la base, il *faudrait d'abord que la direction soit elle-même convaincue !*

Pour la première fois, un membre de l'appareil permet à la base du parti de se rendre compte de toute la cuisine qui se prépare dans les « sommets » officiels.

Reynaud avoue à son tour que nos organisations ne sont que des « poussières d'organisation » sans rapports avec les masses.

Quant à la direction régionale, elle est pleine de désaccords et de contradictions qui ont vu le jour depuis les élections.

Reynaud ajoute qu'il faut absolument « crever l'abcès » sans quoi il sera impossible de faire un pas de plus en avant.

De plus en plus, la base du Parti s'indigne contre les méthodes de la direction régionale. Bever lui-même (!) a été obligé d'avouer dans les « Cahiers » que le Comité régional a déjà prouvé son incapacité complète.

Aux militants du Parti de comprendre la nécessité de se lier organiquement à l'opposition de gauche, afin de faire éclater toutes les contradictions de la bureaucratie centriste, et de faire triompher la politique de l'aile gauche.

Ce n'est qu'en se liant avec nous que la base du Parti parviendra à terrasser la direction actuelle bureaucratique et à traverser victorieusement la crise que subit aujourd'hui le P.C.F.

Exclusions et incohérence à la Conférence du 7e rayon

Pour bien montrer aux délégués de notre Conférence que les « bouches continuaient à s'ouvrir », la Conférence a débuté par un acte de large démocratie, de façon à ce que les camarades comprennent qu'il y avait des limites qu'il ne fallait pas dépasser dans la critique. Une fois que le ton était donné, les copains influencés par l'arbitraire exclusion (pratiquée d'une façon ridicule) de notre camarade Albert. On pouvait bien inviter ensuite les copains à discuter les rapports. Ayant profité de la leçon, ils s'abstenaient. Un camarade qui avait fait quelques critiques, pourtant peu méchantes, fut mis en demeure d'avouer qu'il était trotskyste ; il fallait qu'il le soit à tout prix puisqu'il critiquait. De toutes façons ce camarade est catalogué comme tel... et pourtant ?

Le camarade Albert dut présenter une résolution expliquant ses divergences avec la ligne du Parti. Cette résolution fut lue (volontairement ou involontairement) d'une façon si peu intelligible par le président de séance, qu'il fut impossible de saisir la plus grande partie du contenu. Or, de cette résolution dépendait le maintien ou l'exclusion au Parti du camarade Albert. Sur un vote truqué — car des non délégués et non membres du Parti y prirent part — le camarade Albert fut exclu et fut tenu de vider les lieux sur la minute même.

Un camarade fit remarquer que ce vote était faussé et on dut courir après Albert dans la rue (inouï mais vrai) pour qu'il assiste au second vote que la commission politique et le bureau furent obligés, par force de pratiquer. A ce vote, un grand nombre d'abstentions s'affirmèrent contre la politique d'exclusion ; voter contre demandait plus de courage politique. Malgré cela, Ch... « Deibler » fit des pieds, des mains et de la bouche tant et si bien qu'une seconde fois Albert dut sortir, exclu.

Le camarade A... mit tant d'acharnement à requérir l'exclusion d'Albert qu'il se fit rappeler à un peu plus de pudeur par le camarade M... qui lui reprocha d'être mal placé pour être si sévère envers Albert, étant depuis peu réintégré. A... alors, répondit : « Oui, mais moi ce n'est pas pour divergence politique que j'ai été exclu ». Il est permis de se demander pourquoi lorsqu'on connaît les raisons peu nombreuses, hors la raison politique, qui permettent d'être exclu du Parti.

Puis le camarade C... fit le rapport d'activité (envoyé avec les fleurs). Peu de camarades discutèrent et surtout peu critiquèrent ce rapport, pour la raison dite plus haut... Le trésorier fit un compte rendu des finances qui nous apprit entre autres que la prise des timbres de contrôle était de 179 en 1931 et de 171 en 1932 et que le système « passoire » était toujours en vigueur. Puis des camarades firent quelques interventions qui souvent n'avaient rien à voir avec l'ordre du jour de la Conférence ; le camarade C... demanda si la possibilité d'une guerre entre la France et l'Allemagne pouvait s'envisager ; le camarade Ch... demanda si oui ou non la crise était en voie de se terminer et quelle devait être notre position dans cette éventualité. Puis à la troisième séance, un coup de théâtre se produisit. Le camarade I... se leva et déclara : « Je suis accusé d'être aussi trotskyste ! » A ces mots stupeur générale des camarades des autres cellules, étant donné que c'était ce même I... qui devait présenter lui-même la résolution contre le trotskysme élaborée par sa cellule. L'explication devait nous être donnée. Le camarade Ch... se levant « démasqua » I... comme trotskyste à propos de plusieurs désaccords, sa principale divergence portant sur la question du social-fascisme. Puis la résolution étant mise au vote, le cas I... fut disjoint de celui d'Albert. Un simple avertissement fut adressé à I... Quant à la résolution anti-trotskyste (on voit que la plus grosse partie de l'emploi du temps de cette conférence fut remplie par le problème trotskyste) on l'adopta moins trois ou quatre voix et quelques abstentions. Il faut rappeler qu'une pression de dernière heure pour ce vote fut faite par Ch... et A... Puis, alors que la R.P. n'avait pas daigné envoyer de délégué aux deux premières séances il y en eut un qui vint à la troisième. Il fit un grand « jus », nous parla surtout du groupe, mais n'apporta rien de nouveau pour notre rayon.

Puis au moment de présenter le rapport politique, à minuit, on vit qu'il était trop tard d'autant plus qu'il y avait des corrections et des additifs ; on lut seulement ces additifs. Mais à cette lecture un point du texte disait que « le C.R. sortant n'avait pas combattu assez le trotskysme, qu'il avait agi avec trop de tolérance envers Albert ». Georges Joseph s'éleva vigoureusement contre cette assertion, disant qu'il faisait partie de ce sous-rayon, et qu'il avait combattu Albert ; il dit voter contre le rapport pour cette raison.

Puis, pour clore, on présenta le nouveau comité qu'on mit aux voix ; ce vote devait déclancher un vacarme infernal qui ne fut pas loin de se tourner en bagarre. Le camarade G. Joseph ayant été nommé, le délégué de la R. P. s'y opposa sans donner de raisons, faisant des réserves, en un mot provoquant la suspicion des copains contre G. Joseph. Celui-ci demanda des explications, dit « que c'était bien là la politique sectaire et étroite et, en fin de compte, traita de salaud et de dégueulasse le délégué de la R. P. qui dit ouvertement : « J'aimerais mieux être ailleurs qu'ici ». G. Joseph dit encore à ce délégué qu'il vienne s'expliquer devant les ouvriers de Bois-Colombes où celui-ci milite et que ceux-ci « lui botteraient le cul » (textuel). C'est sur cette dernière impression que se termina cette assemblée que j'ai voulu décrire impartialement, quoique brièvement, et à laquelle il manque beaucoup d'autres détails.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE PARIS

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : P. Frank.

Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris

L'affaire Celor

La presse du parti vient de lancer avec fracas, une nouvelle affaire : l'affaire Celor.

Disons tout de suite que nous ne voyons pas trop clairement pour quels motifs on fait un tel bruit autour d'un épisode pareil. A coup sûr, il aurait été beaucoup plus utile de poser de façon sérieuse le problème de la provocation policière, devant la masse du Parti et devant la classe ouvrière, au lieu de s'adonner à un semblable tapage qui ne sert qu'à embrouiller les choses. Mais la bureaucratie du Parti est-elle capable, peut-elle agir autrement ?

En tout cas, l'affaire Celor doit être extrêmement instructive pour les camarades du Parti. D'abord, ce n'est pas le seul. Loin de là ! Il arrive après toute une série d'exemplaires dont les perles s'appellent Jany, Joubert, etc. Deuxièmement, il a pu faire « son travail » *pendant sept ans*. Troisièmement, il était non seulement membre du Bureau Politique, mais aussi membre du « groupe », c'est-à-dire de l'équipe que Staline avait créée pour sa besogne en France et sur laquelle il a, après, rejeté les responsabilités qui lui revenaient à lui seul.

Celor, comme ses compères au sein du Parti, avait réussi à franchir rapidement les degrés de la carrière bureaucratique. Par quels moyens ? Par le seul moyen vraiment apprécié au sein de la bureaucratie stalinienne : celui de se déclarer toujours d'accord avec le bureaucrate supérieur ; celui de servir le maître. C'est essentiellement cette *qualité* qui caractérise la bureaucratie stalinienne, et c'est en fonction de cette *qualité* qu'elle ouvre ses portes aux nouveaux venus. Elle va même plus loin. Comme l'a démontré l'épisode de Marie Bréant, elle découvre le mouchard et le type qui a des accointances avec la police, seulement *après* que le type et le mouchard est pour une raison quelconque, entré en opposition avec elle. *Avant* que le conflit surgisse, on ferme les yeux sur la *qualité* de l'ami de Marie Bréant, sur la *noce* de Joubert, par exemple.

L'affaire Celor, qui vient après tant d'autres, au lieu d'être la démonstration de la force du Parti qui se libère de la peste policière, est une preuve nouvelle de la légèreté criminelle avec laquelle procède, dans son recrutement, la bureaucratie du Parti. Cette même bureaucratie, qui faute d'arguments politiques lance avec tant de facilité l'accusation de provocateurs et de policiers à ses adversaires politiques, démontre, en réalité, qu'elle est pénétrée jusqu'à la racine par les éléments de la Tour Pointue. Et ce sont souvent les appointés de la Tour Pointue qui se distinguent le plus en déversant sur les autres les titres qu'eux seuls méritent. Et pour cause !

En ce qui concerne l'opposition de gauche, notons que Celor, aussi bien que Jany, Joubert et *tutti quanti*, n'a pas manqué lui non plus de donner tout ce qu'il a pu dans la lutte contre le « trotskysme contre-révolutionnaire » et contre les « trotskystes provocateurs et policiers ». Ce type qui « ne voulait jamais écrire », comme dit Doriot, a bien trouvé la volonté d'écrire une brochure contre le « trotskysme ».

Certainement c'était là le moyen le plus sûr pour entrer définitivement dans la grâce des dieux, mais c'était probablement aussi une tâche qui s'imposait à sa conscience. Dans son âme de traître et de policier, il sentait que l'opposition de gauche est la seule force réellement capable de régénérer le Parti et de le reconduire sur le chemin qui mène à la victoire. C'est pourquoi il a trouvé la volonté d'écrire pour tenter de la souiller.

Au grand honneur de l'opposition de gauche, et à la grande honte de la bureaucratie stalinienne.

Exclusion du camarade Albert

Le camarade Albert, exclu du parti à l'assemblée du 7e rayon relatée d'autre part, nous envoie la lettre ci-dessous :

« *Chers Camarades,*

Je vous apporte quelques détails sur mon exclusion.

Depuis plus d'un an et demi, j'avais des divergences, à l'intérieur de ma cellule, sur différentes questions politiques. Etant donné mon activité et mon appartenance au parti depuis presque six ans, on n'a pas appliqué les mesures bureaucratiques appliquées dans d'autres rayons. Mais on m'a éliminé du bureau du sous-rayon dont je faisais partie et on m'a remplacé au poste de secrétaire de la cellule. Mais les bureaucrates de la région parisienne n'ont pu tolérer qu'un camarade, fut-il dévoué au parti, y reste. Et la pression de l'appareil a vaincu. Au mois d'août, Ch... en personne est descendu à la cellule demander mon exclusion. Etant donné la faible représentation de la cellule, elle a décidé la discussion en reportant mon cas à la première quinzaine du mois de septembre.

Pour le 20 septembre, une commission de trois membres a élaboré une résolution comme base de mon exclusion. A cette date, sur 21 membres de la cellule, 11 étaient présents. La cellule m'a accordé une demi-heure pour la discussion (ou pour mieux dire une heure pour deux, étant donné qu'un autre camarade J... a défendu presque les mêmes points de vue que moi, camarade que la résolution demandait d'exclure). Les camarades n'ont pas discuté longuement. Le cas de J... fut mis à part par vote. Après lecture d'un passage inouï du rapport politique du nouveau rayon sur le « trotskysme » on procéda au vote dont le résultat fut : 9 pour ; 2 contre.

Avant le vote, j'ai lu la déclaration que je vous joins. J'ai demandé à la cellule de me défendre devant la Conférence du nouveau rayon qui a eu lieu le 24 septembre. Le camarade Ch..., rapporteur, a souligné mon droit à être présent. Mais, fait éclatant, c'est lui-même qui, à la conférence du rayon, s'est prononcé contre le droit de m'accorder la parole.

Ainsi, sans discussion, seulement sur ma déclaration écrite que le président a lu, on a voté mon exclusion. Je souligne que la majorité des délégués sont de nouveaux membres du parti qui ne peuvent même pas connaître ces divergences. Voilà, camarades, le premier pas du nouveau rayon du 17e. Je vous apporte quelques détails :

Le camarade Ch..., rapporteur devant la cellule, a souligné le cas de Celor (qui n'était pas encore exclu comme traître) « lequel est tombé malade à mourir tellement il a souffert lorsque le spectre de l'exclusion est apparu devant lui ». *Je me demande ce que pense le camarade Ch...? En entrant à la conférence du rayon, j'ai serré la main de pas mal de camarades mais le jouet du Comité du rayon (la camarade N...) a crié : « Je ne serre pas la main d'un trotskyste contre-révolutionnaire. » Pauvre petite ! Elle sera pourtant obligée de travailler avec ce contre-révolutionnaire puisqu'il appartient au même syndicat.*

Fraternellement,

ALBERT ».

P. S. — *En lisant dans le dernier Cahier l'article de Bever sur l'incapacité du Comité de la Région Parisienne, je dois lui dire qu'il se trompe sur un point, c'est-à-dire sur la capacité du Comité de la Région Parisienne de faire exclure les camarades les plus dévoués au Parti.*

La Ligue au travail

Région Parisienne

La place dont nous disposons ne nous permet pas de relater en détail chacune des manifestations d'activité de notre organisation.

Pendant la campagne de compte rendu du Congrès d'Amsterdam, nos camarades sont intervenus dans les plus importantes réunions, dans le 19e, le 20e, le 18e, le 17e, le 9e, le 14e, le 15e, le 11e, le 13e, à Nanterre, Bourg-la Reine, Levallois, et, dans plusieurs de ces réunions, nos interventions ont rencontrée un appui chaleureux.

Dans chacun de nos secteurs de travail (quatre à Paris) nous avons créé et nous assurerons la vie de cercles marxistes auxquels chaque semaine des conférences seront faites. Le sujet traité dans les prochaines réunions de nos cercles est :« **La Révolution d'octobre et ses leçons** ». Nous invitons tous nos lecteurs à assister et à participer aux débats.

Vendredi 14 octobre, à 20 h. 30, 11, rue des Envierges (près rue de Belleville, coin des Pyrénées, métro Couronnes).

Nous avons également décidé d'organiser une assemblée commémorative des **journées d'octobre**. Elle aura lieu **dimanche 6 novembre, à 14 heures.**

Le lieu sera ultérieurement fixé et tous nos lecteurs sont invités à réserver leur dimanche.

CONVOCATION

L'assemblée pleinière de la **région parisienne** de la Ligue a lieu :

Dimanche 16 octobre, à 14 h. précises.

Le lieu sera fixé par convocation ou indiqué à la permanence. Il est rappelé que chaque adhérent est tenu d'y assister.

Ordre du jour : le C.C.N. Unitaire.

Aux comptes-rendus d'Amsterdam

QUARTIER SAINT-LAMBERT (15e)

Une vingtaine de copains seulement dont quatre membres du P.C. Un exposé terne de Désusclade que le mot « communiste » effarouche, mais que l'intervention de notre camarade G. oblige à déclarer que ce sont les syndicats unitaires qui auraient dû prendre l'initiative de convoquer le Congrès syndical contre la guerre ».

17e ARRONDISSEMENT

Assemblée bigarrée. Orateurs pacifistes qui dominent (Léo Vanner, Sennac), un orateur du P. S.; enfin une intervention de Réynier du P.C., timide à l'égard des pacifistes, mais déchaînée contre nous. Ainsi mis en cause, nous avons demandé à intervenir. Refusé !

18e ARRONDISSEMENT

Samedi au Cinéma Stéphenson, 150 auditeurs. Un discours de Cachin que suit un démagogique et confus laïus de Sennac. Celui-ci estime qu'un « semblant d'organisation » (c'est ainsi qu'il appelle les Comités d'Action) vaut mieux que pas d'organisation du tout. Il met de plus tous les chefs dans le même plat (Cachin, Herriot, Blum, Monmousseau). Cela n'ayant entraîné aucune réaction de la part de Raynaud (20e U.R.), Mercier (chômeurs), etc..., il a fallu que ce soit un membre de la Ligue qui apporte à Senac la réplique nécessaire.

A MARSEILLE

Au meeting de la Ligue anti-impérialiste du 23 septembre, avec Vaillant-Couturier, on empêcha notre camarade Pero de prendre la parole, quoique le meeting fut annoncé « contradictoire ».

Au Club des Marins, où Vaillant fit une causerie, mêmes procédés. On bavarde avec la Ligue des Droits de l'Homme, mais on refuse de discuter avec les oppositionneis. C'est ainsi que dans le parti on remplace les arguments marxistes par le coup de poing.

AU CERCLE MARXISTE. — Le Cercle marxiste de Marseille nous communique une résolution qui dit que « *le groupe d'Etudes marxistes de Marseille, après avoir entendu le compte rendu du camarade Pero et l'exposé approbatif des membres du Comité chargés d'élaborer son mandat au Congrès d'Amsterdam, lesquels se solidarisent avec lui, constate que par une confusion qu'il trouve inadmissible, le Comité a donné au camarade Pero un mandat insuffisamment impératif dont il s'est servi pour voter contre la motion d'unanimité du Congrès* » ceci voté par 6 *voix contre* 5. *Ensuite, la résolution déclare* que le Cercle « *se range derrière la motion d'unanimité du Congrès* ».

Ainsi, en adoptant la charte barbussienne, le groupe bafoue le marxisme dont il se réclame. Au contraire, en votant pour la résolution de l'opposition de gauche à Amsterdam, le camarade Pero est resté fidèle au marxisme et à Lénine.

CAMARADES DU PARTI

Lisez les Manifestes, Thèses et Résolutions du 1er et du 2e ongrès de l'CI. C., dans les numéros 41 et 42 de

Demandez le n° 42 de

La Lutte de Classes

Au sommaire : *Trotsky :* La victoire de Hitler signifie la guerre contre l'U.R.S.S. — *Strock :* Les décrets loi de Papen. — *J.-Jacques :* La S.F.I.O. devant le fascisme allemand. — *Manifeste et Thèses* du 3e Congrès de l'I. C. — *Lettres d'U.R.S.S. :* Sur le nouveau tournant dans la politique économique. — *Lettres de Changaï.* — Dans l'opposition internationale : Angleterre, France, etc...